



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration
Deuxième session ordinaire
Rome, 14-17 novembre 2022

Distribution: générale	Point 7 de l'ordre du jour
Date: 3 octobre 2022	WFP/EB.2/2022/7-A/13*
Original: anglais	Questions opérationnelles – plans stratégiques de pays
* Nouvelle parution pour raisons techniques le 8 novembre 2022	Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Plan stratégique de pays – Tadjikistan (2023-2026)

Durée	1er janvier 2023-31 décembre 2026
Coût total pour le PAM	91 900 725 dollars É.-U.
Marqueur de l'égalité femmes-hommes et de l'âge*	4

* <https://gender.manuals.wfp.org/fr/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>

Résumé

Ces 20 dernières années, le Tadjikistan a accompli d'immenses progrès sociaux et économiques. La baisse régulière du taux de pauvreté et l'augmentation du revenu par habitant entre 2000 et 2020 ont permis au pays de passer de la catégorie des pays à faible revenu à celle des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en 2021.

Toutefois, l'économie étant peu diversifiée et fortement tributaire des subventions et prêts étrangers ainsi que des envois de fonds des travailleurs migrants, les problèmes de développement perdurent. La sécurité alimentaire du pays est à la merci des fluctuations brutales de prix, la malnutrition est très répandue et la productivité agricole reste faible car l'agriculture est dominée par les petites exploitations familiales pratiquant une agriculture de subsistance. En outre, le Tadjikistan est l'un des pays les plus menacés par les changements climatiques et les catastrophes naturelles.

Coordonnateurs responsables:

M. J. Aylieff
Directeur régional
Asie et Pacifique
courriel: john.aylieff@wfp.org

M. A. Musallam
Directeur de pays
courriel: adham.musallam@wfp.org

Le plan stratégique de pays tient compte des priorités définies par le Gouvernement en vue d'assurer la sécurité alimentaire et d'élargir l'accès à une nutrition de bonne qualité. Le PAM s'appuiera sur les bases jetées ces dernières années pour poursuivre sa réorientation stratégique consistant à passer de la mise en œuvre directe au renforcement des capacités des institutions nationales. L'accent sera mis sur l'amélioration des moyens d'existence, l'accroissement de la production agricole, le développement des filières, l'obtention de meilleurs résultats sur les plans de la santé, de l'éducation et de la nutrition, et la consolidation des institutions et des systèmes nationaux. Le PAM conservera également sa capacité de fournir au Gouvernement et aux partenaires du développement des services à la demande concernant la logistique et les achats.

Le plan stratégique de pays est harmonisé avec le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable au Tadjikistan (2023–2026) et la stratégie nationale de développement à l'horizon 2030 établie par le Gouvernement – qui constituent le cadre général des efforts déployés en vue d'atteindre les objectifs de développement durable. Il s'appuie sur les recommandations issues d'une évaluation indépendante du plan stratégique de pays pour 2019-2024 et contribue, par l'intermédiaire de ses quatre effets directs ci-après, à la réalisation des objectifs de développement durable 2 et 17 et à l'obtention des effets directs stratégiques 1, 2, 3 et 4 du PAM:

- *Effet direct 1:* D'ici à 2026, les populations vulnérables en situation d'insécurité alimentaire vivant dans les zones urbaines ou rurales ont renforcé leurs moyens d'existence, leur résilience et leurs capacités d'adaptation grâce à la mise en place de filières agroalimentaires à dimension nutritionnelle améliorées et résilientes face aux aléas climatiques.
- *Effet direct 2:* D'ici à 2026, les populations rurales ou urbaines vivant dans les zones ciblées ont amélioré leur sécurité alimentaire et leur nutrition au service d'un développement humain inclusif.
- *Effet direct 3:* D'ici à 2026, les populations vulnérables sur le plan nutritionnel et touchées par une crise sont mieux à même de satisfaire leurs besoins alimentaires urgents, et les systèmes nationaux et les capacités infranationales sont renforcés pour être en mesure de faire face aux effets cumulés des catastrophes et des crises et d'aider les communautés touchées à reconstruire en mieux.
- *Effet direct 4:* D'ici à 2026, les institutions publiques sont renforcées pour accélérer et pérenniser les résultats contribuant à la mise en place de programmes de protection sociale inclusifs et de systèmes alimentaires nationaux et infranationaux améliorés au Tadjikistan.

Le PAM continuera d'établir des partenariats avec des entités nationales et infranationales, d'autres organismes des Nations Unies et des acteurs de la société civile et du secteur privé pour appuyer la mise en œuvre des composantes intégrées du plan stratégique de pays et il assurera la coordination avec les autres organismes ayant leur siège à Rome.

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique pour le Tadjikistan (2023–2026) (WFP/EB.2/2022/7-A/13) pour un coût total pour le PAM de 91 900 725 dollars É.-U.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1. Analyse de la situation du pays

1.1 Contexte national

1. Le Tadjikistan est un pays montagneux enclavé, limitrophe de l'Afghanistan, la Chine, la république kirghize et l'Ouzbékistan. Sa population de 9,5 millions d'habitants augmente à un taux de presque 2 pour cent par an¹ – le taux le plus élevé d'Europe orientale et d'Asie centrale. La moitié de la population a moins de 25 ans et un quart des habitants vivent en zone urbaine.
2. Au cours des 20 dernières années, le pays a connu de grandes avancées socioéconomiques. L'économie a enregistré une croissance moyenne de 7 pour cent par an, tandis qu'entre 2000 et 2020, le taux de pauvreté global est passé de 83,0 pour cent à 27,5 pour cent² et le revenu national brut par habitant a grimpé de 170 dollars à 1 060 dollars. En 2021, la Banque mondiale a fait passer le Tadjikistan de la catégorie des pays à faible revenu à celle des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure.
3. D'une manière générale, l'ensemble de l'économie reste peu diversifié et fragile face aux chocs. Il se caractérise par l'exportation de métaux tels que l'or et l'aluminium, la production agricole et des produits et services à faible valeur ajoutée, et est tributaire de prêts et de subventions étrangers. En 2020, les envois de fonds, qui proviennent principalement de travailleurs migrants se trouvant dans la Fédération de Russie, ont représenté 26,7 pour cent du produit intérieur brut, soit la quatrième part la plus élevée au monde.
4. Aux termes de la Constitution tadjike, l'intégralité des terres situées au Tadjikistan sont la propriété de l'État. Malgré des droits d'utilisation des terres renforcés en vertu des modifications apportées en 2012 au code foncier du pays, le développement de la petite agriculture reste suspendu à l'avancement de la réforme agraire et à la possibilité d'exercer librement les droits d'utilisation des terres³.
5. Le Tadjikistan est très vulnérable aux effets des changements climatiques en raison de sa topographie, du mauvais état de ses infrastructures et de ses capacités d'adaptation limitées. Le pays se classe au huitième rang des pays exposés au risque de sécheresse, d'après l'indice pour la gestion des risques INFORM⁴, et devrait connaître des hausses de températures pouvant atteindre 5,5°C d'ici aux années 2090⁵. Dans l'ensemble du pays, il est estimé que les préjudices économiques causés par les changements climatiques passeront de 50,4 millions de dollars par an en 2014 à 132,3 millions de dollars en 2030⁶.
6. L'enseignement est obligatoire jusqu'à la neuvième année d'études (enseignement primaire) et le taux de scolarisation dans le cycle primaire est presque universel chez les garçons et les filles. Toutefois, il tombe à 83 pour cent après l'école primaire. En l'absence d'évaluations systémiques sur l'enseignement, il n'existe que des données limitées sur les résultats scolaires en Tadjikistan.

¹ Organisme de statistique sous l'autorité du Président de la République du Tadjikistan. 2020. *Food Security and Poverty No. 2 2020*.

² Banque mondiale. 2021. *Tajikistan: Agrifood Sector and Public Expenditure Review*.

³ Agence des États-Unis pour le développement international. 2016. *Tajikistan Land Reform and Farm Restructuring Project. Final Report*.

⁴ Disponible à l'adresse <https://drmkc.jrc.ec.europa.eu/inform-index/>.

⁵ Réchauffement calculé selon le scénario à émissions très élevées connu sous le nom de "RCP8.5". Banque mondiale et Banque asiatique de développement. 2021. *Climate Risk Country Profile: Tajikistan*.

⁶ Gouvernement du Tadjikistan. 2019. *National Strategy of Adaptation to Climate Change of the Republic of Tajikistan for the period till 2030*. (traduction non officielle en anglais sur le site web CIS-Législation de la Communauté d'États indépendants).

7. D'après l'analyse commune de pays des Nations Unies de 2021, des mécanismes institutionnels d'appui à l'égalité des sexes sont inefficaces et insuffisamment financés. Les femmes doivent faire face à des stéréotypes sexistes généralisés, qui se traduisent par de faibles taux de représentation dans la main-d'œuvre non agricole (27 pour cent), des taux de scolarisation bas dans l'enseignement secondaire et tertiaire (31 pour cent) et des taux de violence sexiste élevés (26 pour cent). Le Tadjikistan a enregistré 0,314 dans l'indice d'inégalité de genre 2021 du Programme des Nations Unies pour le développement.
8. Du fait de sa frontière longue et poreuse avec l'Afghanistan, le Tadjikistan est le pays qui accueille le plus grand nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile d'Asie centrale. À la suite de l'effondrement du Gouvernement et de l'économie afghans en août 2021, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) estime que le nombre de réfugiés afghans au Tadjikistan pourrait s'élever à 23 000 d'ici à la fin de 2022 et soulever de nouveaux problèmes pour les services publics.
9. La raréfaction des pâturages et de l'eau a entraîné des tensions interethniques dans les zones frontalières avec le Kirghizistan, où la forte dépendance à l'égard de ces ressources alimente les conflits et a provoqué des flambées de violence entre communautés de part et d'autre de la frontière. Les médias locaux ont mentionné plus de 70 incidents de ce type depuis 2004⁷.

1.2 Progrès vers la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030

10. Le Tadjikistan a adopté le Programme de développement durable à l'horizon 2030 en 2015. La stratégie nationale de développement à l'horizon 2030 sert de cadre directeur aux travaux du pays en faveur des objectifs de développement durable (ODD) et définit la stratégie visant à favoriser le développement économique durable et à améliorer le niveau de vie dans le cadre de trois programmes de développement à moyen terme.
11. Bien que la réalisation de certains ODD, comme ceux liés à la pauvreté et à l'éducation, ait largement avancé, l'analyse commune de pays de 2021 a constaté que les progrès étaient inégaux entre les 17 objectifs et les différentes régions. Mais faute de données ventilées fiables sur les progrès réalisés au regard des ODD, il est difficile de mener des politiques et une analyse liées aux ODD.

1.3 Progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable 2 et 17

Progrès au regard des cibles associées à l'objectif de développement durable 2

12. *Accès à l'alimentation.* La prévalence de l'insécurité alimentaire au Tadjikistan passe de faible (moins de 18 pour cent) dans la province de Sughd à forte (plus de 23 pour cent) dans la province autonome du Haut-Badakhchan⁸. Le pays importe 65 pour cent des produits alimentaires nécessaires pour satisfaire la demande intérieure (en particulier, le blé provenant du Kazakhstan), ce qui représente la plus forte part d'importations agroalimentaires enregistrée dans les pays d'Asie centrale et rend la sécurité alimentaire très fragile par rapport aux fluctuations brutales des prix et des cours⁹. Le conflit en Ukraine est une préoccupation majeure compte tenu de son impact sur le marché des produits pour le blé et sur les envois de fonds, qui constituent une source de revenus et de moyens d'existence importante pour les ménages.

⁷ Kurmanalieva, G. 2019. *Kyrgyzstan and Tajikistan: Endless Border Conflicts*.

⁸ PAM. 2021. *Integrated context analysis (ICA) Tajikistan*. Projet de rapport non publié.

⁹ Banque mondiale. 2021. *Tajikistan: Agrifood Sector and Public Expenditure Review*.

13. Le coût des produits alimentaires est élevé: au Tadjikistan, les ménages consacrent en moyenne 50 à 60 pour cent de leurs dépenses à l'alimentation, voire 80 pour cent pour les ménages ruraux. Une alimentation nutritive coûte entre 2,5 et 3,5 fois plus cher qu'un régime couvrant simplement les besoins énergétiques. Les personnes qui ont des besoins élevés en nutriments, comme les filles et femmes enceintes ou allaitantes et les adolescentes, figurent parmi les plus touchées par le coût élevé d'un régime nutritif.
14. *Élimination de la malnutrition.* La malnutrition reste répandue au Tadjikistan. À l'échelle nationale, la prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans a diminué, passant de 26,5 pour cent en 2012 à 15,3 pour cent en 2020¹⁰. Une analyse intégrée du contexte en 2021 fait apparaître une forte prévalence de l'insécurité alimentaire et du retard de croissance dans tous les districts de la province autonome du Haut-Badakhchan et dans plusieurs districts de Khatlon. L'émaciation touche 6 pour cent des enfants et sa prévalence est plus forte dans les zones urbaines. Les carences en micronutriments restent très répandues, et particulièrement celles en vitamine A qui sont fortes, et celles en fer qui sont plus modérées. L'anémie touche 35,2 pour cent des femmes et des filles en âge de procréer¹¹.
15. De 2000 à 2016, le taux d'obésité a quasiment doublé chez les adultes, ce qui atteste de la nécessité croissante de s'attaquer au triple fardeau de la malnutrition, la dénutrition, le surpoids et l'obésité, et aux carences en micronutriments.
16. La malnutrition résulte d'une faible diversité de l'alimentation, de pratiques alimentaires inadéquates et du caractère inabordable d'un régime alimentaire nutritif pour de nombreux ménages. Les céréales pauvres en éléments nutritifs, telles que la farine de blé blanche, représentent 50 à 70 pour cent de l'apport calorique par habitant au Tadjikistan, l'une des proportions les plus élevées au monde¹².
17. *Productivité et revenus des petits exploitants.* L'agriculture emploie plus de 60 pour cent de la main-d'œuvre. Bien que les femmes représentent 60 pour cent¹³ de la main-d'œuvre agricole, seules 12 pour cent d'entre elles¹⁴ dirigent une exploitation familiale, et les femmes ont moins accès à des droits d'utilisation des terres attestés par des documents officiels. En raison de la faible production et de la pénurie des terres arables, l'agriculture ne fournit que 19 pour cent du produit intérieur brut.
18. Au plus fort des saisons d'été et d'automne, plus de 40 pour cent de tous les ménages tadjikes encourent le risque qu'au moins un membre de leur famille migre à l'étranger pour le travail¹⁵. Les femmes se retrouvent ainsi contraintes d'assurer une bonne partie des travaux agricoles, mais leur contribution manque de reconnaissance et elles ont peu accès à des ressources productives et peu de perspectives. En raison d'obstacles d'ordre culturel, seules 16,5 pour cent des femmes vivant en milieu urbain et 33,7 pour cent de celles vivant en milieu rural possèdent des terres.

¹⁰ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture *et al.* 2021. *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde en 2021. Transformer les systèmes alimentaires pour que la sécurité alimentaire, une meilleure nutrition et une alimentation saine et abordable soient une réalité pour tous.*

¹¹ Ibid.

¹² PAM 2018. *Fill the Nutrient Gap: Tajikistan. Summary Report.*

¹³ Banque mondiale. 2021. *Employées, agriculture, femmes (% d'emploi des femmes) (estimation modélisée à partir des données de l'Organisation internationale du Travail) – Tadjikistan.*

¹⁴ Agence des États-Unis pour le développement international. 2016. *Tajikistan Land Reform and Farm Restructuring Project. Final Report.*

¹⁵ Banque mondiale. 2021. *Crisis and Recovery. Economic and Social Monitoring from Listening to Tajikistan.*

19. *Systèmes alimentaires durables.* Presque 90 pour cent de toutes les exploitations agricoles tadjikes pratiquent une petite agriculture de subsistance et ont une taille moyenne de 0,1 hectare¹⁶. L'agriculture à petite échelle du Tadjikistan génère un système fragmenté, qui se caractérise par des volumes importants de pertes après récolte, une faible production, un grand nombre d'intermédiaires et des liens limités avec les marchés intérieurs, nationaux et régionaux.

Progrès au regard des cibles associées à l'objectif de développement durable 17

20. *Renforcement des capacités.* Le Ministère du développement économique et du commerce est chargé de planifier, de coordonner et de suivre et d'établir des rapports sur l'avancement des stratégies nationales de développement et des cibles d'ODD nationalisées. Sur la base du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (2023-2026), l'équipe de pays des Nations Unies travaille à renforcer la capacité du Gouvernement de mieux intégrer et atteindre les ODD.
21. Le Gouvernement a mis en place des mécanismes d'intervention en cas d'urgence et de catastrophe. Le Ministère de la santé et de la protection sociale de la population gère le programme national phare de protection sociale – le programme d'assistance sociale ciblée – qui a débuté en 2011 dans les districts sélectionnés et vise à harmoniser les dispositifs de protection sociale existants pour les personnes et les communautés les plus vulnérables.
22. *Cohérence des politiques.* En tant que cadre directeur des politiques du développement, la stratégie nationale de développement à l'horizon 2030 repose sur une étroite coordination entre les institutions et sur une obligation redditionnelle renforcée de l'administration publique. Le Ministère de la santé et de la protection sociale de la population joue un rôle de rassembleur et de chef de file pour les initiatives liées à la nutrition, telles que le plan d'action multisectoriel pour la prévention des carences en micronutriments et des maladies connexes, et le conseil de coordination interministériel pour l'alimentation scolaire. Le Tadjikistan a adhéré au mouvement Renforcer la nutrition (SUN) en 2014. En 2019, le Gouvernement a adopté une loi sur l'enrichissement des aliments, qui jette les bases des activités menées dans le pays en matière d'enrichissement des aliments en éléments nutritifs.
23. *Diversification des ressources.* Un montant estimé à 118 milliards de dollars est nécessaire pour mettre en œuvre la stratégie nationale de développement à l'horizon 2030 et réaliser les objectifs de développement durable¹⁷. Le programme commun des Nations Unies sur le financement des ODD au Tadjikistan, créé en 2020, aide le Gouvernement à élaborer un cadre de financement national avec des données de référence et des objectifs, et à recenser et combler les lacunes de données essentielles, afin d'établir les coûts et de mobiliser des ressources pour les politiques nationales et les stratégies sectorielles.
24. *Renforcement des partenariats mondiaux.* Le Gouvernement a mis sur pied une équipe d'évaluation rapide et de coordination en cas de situation d'urgence (REACT) dans le cadre d'un partenariat pour la gestion des risques de catastrophe qui rassemble les pouvoirs publics, les organismes d'aide humanitaire et les communautés, afin d'évaluer les situations d'urgence et d'y faire face. L'équipe REACT a travaillé sur des plans nationaux de préparation et d'intervention, a été mobilisée pour répondre aux besoins accrus causés par la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) et mène des évaluations rapides qui facilitent les interventions rapides en cas de catastrophe.

¹⁶ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture 2021. *Special Report – 2020 FAO/WFP crop and food security assessment mission (CFSAM) to the Republic of Tajikistan.*

¹⁷ Organisation des Nations Unies. 2018. *Financial Analysis to Support SDGs Implementation in Tajikistan, report.*

1.4 Lacunes et problèmes liés à la faim

25. Comme le montre l'examen stratégique national Faim zéro, le Tadjikistan doit relever d'immenses défis avant de pouvoir renforcer la sécurité alimentaire et garantir une nutrition appropriée. Ces défis englobent la forte dépendance des ménages vis-à-vis des envois de fonds des migrants qui travaillent dans la Fédération de Russie, la hausse des prix des produits alimentaires, la dépendance à l'égard des importations alimentaires et l'incidence accrue des changements climatiques.
26. La pandémie de COVID-19 a mis en lumière la fragilité de la protection sociale et des systèmes alimentaires. Sous l'effet des confinements et de la perturbation de la chaîne d'approvisionnement, les prix des denrées de base ont considérablement augmenté au deuxième trimestre de 2020 par rapport à l'année précédente, soit de 31 pour cent pour la farine de blé et de 84 pour cent pour les pommes de terre¹⁸. Dans le même temps, les revenus des ménages ont décliné à mesure que les envois de fonds diminuaient, une tendance qui ira en s'accroissant avec le conflit en Ukraine. À la mi-2020, plus de la moitié des ménages interrogés ont indiqué qu'ils avaient subi des pénuries alimentaires, et 9,1 pour cent en plus de ménages dirigés par une femme par rapport à ceux dirigés par un homme ont fait état de pénuries¹⁹.
27. Un obstacle important à l'augmentation de la production vivrière intérieure est la faible productivité agricole, qui résulte de connaissances limitées et des retards dans l'adoption des nouvelles pratiques et technologies agricoles, et de l'insuffisance des liens avec les marchés. La production de blé au Tadjikistan est en moyenne de 3,1 tonnes par hectare, contre 4,3 tonnes dans l'Ouzbékistan voisin²⁰. L'utilisation non durable et inefficace des ressources en terres et en eau est aggravée par l'évolution des régimes météorologiques. Dans le même temps, les mauvais systèmes de préparation en prévision des catastrophes et d'alerte rapide restreignent la capacité du pays de faire face aux aléas climatiques.
28. La COVID-19 a également fait ressortir les lacunes dans la couverture du programme d'assistance sociale ciblée. Celui-ci a été officiellement transposé à l'échelle nationale en mai 2020, mais les catégories de vulnérabilité qui ont la priorité n'ont pas été ajustées. L'assistance est fournie sous la forme d'un transfert de type monétaire non assorti de conditions de moins de 40 dollars par an. Les transferts gouvernementaux de type monétaire, qui visent à cibler les ménages les plus pauvres ne couvrent pas une grande partie des personnes qui travaillent dans l'économie informelle.
29. En outre, l'absence de données ventilées constitue un obstacle clé à la mise en œuvre et à l'analyse des programmes gouvernementaux. Par exemple, bien qu'ils représentent 18 pour cent de la population, les adolescents (âgés de 10 à 19 ans) ne figurent pas comme un groupe dans les statistiques officielles. L'enquête la plus récente sur la main-d'œuvre active a été menée en 2016, alors que la dernière enquête démographique et de santé, source de données essentielle pour un large éventail d'indicateurs liés aux ODD, a été effectuée en 2017.

¹⁸ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. 2020. *Europe and Central Asia: Regional food market situation and policy bulletin in response to the COVID-19 pandemic. Issue 2.*

¹⁹ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. 2021. *Special Report – 2020 FAO/WFP crop and food security assessment mission (CFSAM) to the Republic of Tajikistan.*

²⁰ Institut international de recherche sur les politiques alimentaires. 2019. *Agriculture Development in the Central Asia Regional Economic Cooperation Program Member Countries: Review of Trends, Challenges and Opportunities.*

2. Incidences stratégiques pour le PAM

2.1 Réalisations, enseignements tirés de l'expérience et changements stratégiques pour le PAM

30. Conformément aux recommandations issues d'une évaluation stratégique menée en 2020 sur les activités d'alimentation scolaire, le PAM étudie les obstacles qui gênent l'accès aux repas scolaires et améliore le suivi des processus en établissant des liens avec les systèmes de suivi nationaux.
31. Il est ressorti de l'évaluation indépendante du plan stratégique de pays (PSP) pour 2019-2024, menée en 2021 que le PAM avait été un partenaire fiable et efficace pour le Gouvernement, qui avait contribué à répondre aux priorités nationales. Au cours des trois dernières années de la période couverte par le PSP, le Gouvernement a signé cinq accords formels avec le PAM sur la mise en œuvre conjointe d'activités.
32. À la suite de la signature d'un mémorandum d'accord avec le Ministère de l'éducation et des sciences en 2021, portant sur l'élaboration et le transfert d'un programme national durable d'alimentation scolaire, le PAM a créé un centre spécialisé dans l'alimentation scolaire au sein du ministère. Ce programme constitue une étape clé vers la mise en œuvre et la prise en charge par le pays du programme phare, qui est considéré par l'équipe d'évaluation comme un programme de filet de sécurité prioritaire multisectoriel à dimension nutritionnelle.
33. L'évaluation a relevé des recommandations de haut niveau pour les travaux du PAM dans le pays à mesure de leur avancement. Ces recommandations englobent les suivantes, qui font partie intégrante du PSP:
 - Renforcer les imbrications entre les interventions humanitaires et les projets de développement au moyen du renforcement des capacités nationales.
 - Appuyer les processus gouvernementaux de planification et d'optimisation budgétaires ayant trait à l'alimentation scolaire et au renforcement de la résilience.
 - Poursuivre la restructuration des bureaux du PAM en vue d'optimiser l'obtention de résultats plus tangibles et plus intégrés.
 - Développer des partenariats stratégiques et opérationnels, et redoubler d'efforts pour diversifier la base de donateurs.
34. Le PAM a pris un tournant stratégique au Tadjikistan, passant de l'exécution directe des programmes à la mise en place et au renforcement des capacités nationales de respecter les priorités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Dans le PSP précédent, le PAM posait les jalons d'une mobilisation accrue en faveur du renforcement des capacités, de la protection sociale, de l'adaptation aux changements climatiques et du développement rural. Des recherches thématiques²¹ et l'élaboration d'une théorie du changement ont éclairé l'élaboration du nouveau PSP, qui s'inspirera également du PSP précédent et étudiera les possibilités de renforcer les filières locales et de mettre en place des services innovants liés au climat, tout en maintenant sa capacité d'intervention en cas de situation d'urgence.

²¹ S'agissant de la sécurité alimentaire au Tadjikistan, en 2021, le PAM a mené des études sur la prise en compte de la problématique femmes-hommes et de la diversité, les jeunes et les adolescents, le développement de la petite enfance, la protection sociale (y compris la protection sociale réactive face aux chocs), et la migration.

2.2 Harmonisation avec les plans nationaux de développement, le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable et d'autres cadres

35. Dans le cadre de la stratégie nationale de développement à l'horizon 2030, le Gouvernement énonce quatre objectifs stratégiques cruciaux pour le pays à court terme. Ces objectifs sont axés sur l'énergie, l'économie, la sécurité alimentaire et la nutrition, et les emplois productifs. Le PSP du PAM aide le Gouvernement à atteindre le troisième et le quatrième objectifs.
36. Le PAM a collaboré étroitement avec ses partenaires sur l'élaboration du plan-cadre de coopération pour 2023–2026 et contribuera à répondre à trois de ses priorités stratégiques au moyen du PSP: le développement humain inclusif; la croissance économique verte, inclusive et durable; et la gestion intégrée des risques climatiques et environnementaux.

2.3 Collaboration avec les principales parties prenantes

37. Le PSP s'appuie sur les partenariats en cours et sur les discussions menées depuis l'élaboration du nouveau plan-cadre de coopération avec les partenaires des Nations Unies, le Gouvernement – y compris le Comité des femmes et de la famille – les donateurs et les acteurs du milieu universitaire et de la société civile. Les membres des communautés, les dirigeants locaux, le Gouvernement, les donateurs et les organisations non gouvernementales (ONG) partenaires ont apporté leur contribution tout au long de l'évaluation du PSP précédent, des conclusions et des recommandations qui ont éclairé l'élaboration du présent PSP.

3. Portefeuille stratégique du PAM

3.1 Direction, orientations et impacts escomptés

38. Le PSP appuie les objectifs du Gouvernement en veillant particulièrement à développer les moyens d'existence, à améliorer la production agricole, à renforcer les filières, à améliorer les résultats sur le plan de la santé, de l'éducation et de la nutrition, et en consolidant les systèmes et les institutions du pays. Conformément à la politique du PAM en matière de problématique femmes-hommes de 2022, au plan d'action interne concernant la problématique femmes-hommes, et à l'analyse menée en 2021 par le PAM sur la prise en compte de la problématique femmes-hommes et l'inclusion du handicap au Tadjikistan, l'égalité des sexes et l'inclusion des jeunes et des personnes handicapées figurent au cœur de l'orientation stratégique du PSP.
39. Si le Gouvernement le demande, le PAM interviendra pour faire face aux crises et aux situations d'urgence, en fournissant une assistance alimentaire et des transferts de type monétaire, ainsi que des services à la demande au titre de l'effet direct 3 du PSP. Les activités menées au titre de l'effet direct 1 du PSP pour renforcer la résilience contribueront à l'accomplissement des objectifs en matière d'alimentation scolaire et de nutrition.

3.2 Effets directs du plan stratégique de pays, effets directs stratégiques du PAM, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles

Effet direct 1 du plan stratégique de pays: D'ici à 2026, les populations vulnérables en situation d'insécurité alimentaire vivant dans les zones urbaines ou rurales ont renforcé leurs moyens d'existence, leur résilience et leurs capacités d'adaptation grâce à la mise en place de filières agroalimentaires à dimension nutritionnelle améliorées et résilientes face aux aléas climatiques

40. Dans le cadre d'une approche participative intégrée qui englobe la mise à disposition de services d'information sur le climat, le renforcement des capacités, le développement des filières, la gestion durable des ressources, et des activités agricoles et forestières résilientes face aux aléas climatiques, les femmes et les hommes des communautés rurales et urbaines vulnérables bénéficieront de ressources, de connaissances, de compétences et d'actifs qui leur permettront de répondre à leurs besoins alimentaires, tout en améliorant leurs capacités d'adaptation aux changements climatiques et leur résilience.

Effet direct stratégique du PAM

41. Cet effet direct du PSP concorde avec l'effet direct stratégique 3 du PAM (Les populations disposent de moyens d'existence améliorés et durables).

Domaine d'action privilégié

42. Cet effet direct du PSP est axé sur le renforcement de la résilience.

Harmonisation avec les priorités nationales

43. Cet effet direct concorde avec l'effet 3 du plan-cadre de coopération (gestion intégrée des risques climatiques et environnementaux) et la stratégie nationale en matière de réduction des risques de catastrophe pour 2019–2030, qui souligne la nécessité de généraliser la réduction des risques de catastrophe et d'informer les gens au niveau des communautés sur la manière de gérer et d'atténuer ce type de risques.

Produits escomptés

44. Les produits 1.1 à 1.4 ci-après permettront d'obtenir l'effet direct 1 du PSP:

- **Produit 1.1:** Les ménages ruraux ou urbains et les groupements de petits exploitants agricoles ciblés reçoivent une assistance alimentaire qui leur permet de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels immédiats et d'améliorer leurs moyens d'existence.
- **Produit 1.2:** Les communautés rurales ou urbaines et les groupements de petits exploitants agricoles ciblés tirent profit des actifs productifs neufs ou remis en état qui contribuent à renforcer leur résilience face aux chocs climatiques et aux autres facteurs de stress compromettant leur sécurité alimentaire.
- **Produit 1.3:** Les ménages ruraux ou urbains et les groupements de petits exploitants agricoles ciblés tirent profit des services liés au climat, des transferts de technologies et du renforcement de leurs capacités, qui leur permettent de diversifier leurs moyens d'existence, d'améliorer leur résilience et de s'adapter aux changements climatiques.
- **Produit 1.4:** La productivité et les revenus des ménages ruraux ou urbains et des groupements de petits exploitants agricoles ciblés ont augmenté grâce à l'amélioration des filières agricoles et de l'accès aux marchés locaux et institutionnels.

Activités essentielles

Activité 1: Mener des activités axées sur l'adaptation aux changements climatiques, la création d'actifs, l'amélioration de l'accès aux marchés et le renforcement des moyens d'existence en adoptant des approches écologiques à dimension nutritionnelle visant à favoriser la résilience face aux chocs et aux facteurs de stress et à augmenter la production et le revenu des petits exploitants

45. En prêtant une attention spéciale aux besoins des femmes et des jeunes, le PAM fournira aux communautés des transferts de type monétaire pour qu'elles puissent élaborer des actifs agricoles intelligents face au climat qui facilitent la diversification des moyens d'existence et accroissent la résilience, comme les vergers mixtes, les serres solaires, les espaces de stockage à température contrôlée et les systèmes d'irrigation au goutte-à-goutte. Des techniques innovantes seront introduites, telles que la culture hydroponique, le jardinage urbain, la lutte intégrée contre les nuisibles, la biofortification au moyen de la sélection classique des espèces et d'autres méthodes de production alimentaire écologiques à dimension nutritionnelle.
46. Dans le cadre de son programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale, qui a débuté en 2022, le PAM rapprochera les petits agriculteurs des écoles locales afin de développer les marchés locaux, en améliorant les pratiques de culture des agriculteurs participants et l'accès des écoles à des denrées nutritives disponibles localement. Pour soutenir les petits agriculteurs, le PAM renforcera leurs capacités en tenant compte des besoins nutritionnels et de la problématique femmes-hommes; leur transmettra des technologies et des compétences de gestion après récolte, y compris des considérations sur la sécurité sanitaire et la qualité des aliments; leur fournira des intrants, tels que des semences, des outils et du matériel; et organisera des formations consacrées aux notions financières de base.
47. Lorsqu'il ne sera pas possible d'établir un lien avec les écoles, des projets semblables développeront les liens avec les marchés locaux. Dans les zones urbaines et périurbaines, le PAM favorisera l'entrée des petits producteurs sur les marchés en collaborant avec le secteur privé pour renforcer leur approvisionnement en intrants, en améliorant les chaînes du froid et en leur donnant accès à des services financiers appropriés. Dans les villes, le PAM recourra à l'agriculture urbaine, y compris à des techniques telles que l'hydroponie et l'agriculture verticale.
48. Le PAM appuiera la production et la diffusion d'informations climatologiques et météorologiques adaptées aux besoins et aux priorités des communautés vulnérables, et développera la capacité du service hydrométéorologique national de cartographier et de visualiser les données climatologiques.

Partenariats

49. Le PAM collaborera étroitement avec le Ministère du développement économique et du commerce pour aider les districts à élaborer des programmes de développement des districts qui intègrent des cibles d'ODD. Le PAM est partie à des mémorandums d'accord avec le Ministère de l'agriculture, l'Agence de bonification des terres et d'irrigation, et l'Agence des forêts, et met au point des accords avec l'Organisme de statistique et le service hydrométéorologique national.
50. Pour améliorer la coopération interorganisations, le PAM, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation mondiale de la Santé ont élaboré un cadre stratégique pour intégrer la nutrition dans le plan-cadre de coopération. Un accord de coopération avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) permettra de veiller à ce que les projets soient inclusifs et de nature à transformer les relations entre les sexes.

51. Dans le cadre de projets financés par le Fonds vert pour le climat, le PAM collaborera étroitement avec la Commission nationale pour la protection de l'environnement, organisme qui fait autorité en matière d'amélioration de la résilience et d'adaptation aux changements climatiques au Tadjikistan, et les organismes chargés des forêts, de la bonification des terres et de l'irrigation. Le PAM travaille en partenariat avec le milieu universitaire pour concevoir des interventions innovantes axées sur les services climatologiques et promouvoir les prévisions relatives aux aléas et la gestion des risques de catastrophe.
52. Le projet du Fonds vert pour le climat mettra l'accent sur les zones rurales, mais le PAM s'emploiera à élargir les partenariats et veillera à ce que ses activités liées à la résilience, aux moyens d'existence et à l'adaptation comprennent des solutions innovantes centrées sur des systèmes agroécologiques urbains et qui renforcent les liens entre les milieux urbain et rural.

Hypothèses

53. La mobilisation et la participation des communautés seront essentielles pour assurer que les actifs sélectionnés sont adaptés aux circonstances et ont des incidences positives sur la productivité et l'adaptation aux changements climatiques et qu'ils continueront à être entretenus lorsque le PAM aura mis un terme à son aide.

Stratégie de transition et de transfert des responsabilités

54. Fort des enseignements tirés du PSP précédent, le PAM veillera à ce que les communautés soient en mesure de prendre intégralement en charge les actifs créés et de les entretenir après le transfert des responsabilités. Pour développer les moyens d'existence, le PAM s'emploiera à renforcer les capacités des communautés et des ménages de construire des stratégies intelligentes et résilientes face aux aléas climatiques. Les recettes perçues par les agriculteurs sur des marchés divers, y compris les écoles et le secteur privé, renforceront leur autosuffisance et faciliteront la poursuite des activités lorsque l'appui du PAM aura cessé.

Effet direct 2 du plan stratégique de pays: D'ici à 2026, les populations rurales ou urbaines vivant dans les zones ciblées ont amélioré leur sécurité alimentaire et leur nutrition au service d'un développement humain inclusif

55. Le PAM interviendra dans les domaines de l'alimentation scolaire, de la nutrition et de la communication visant à faire évoluer la société et les comportements, afin d'améliorer la situation sur le plan de la nutrition et de l'éducation dans les populations rurales et urbaines, notamment les élèves des établissements primaires et secondaires, les enfants âgés de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition aiguë, les aidants, les employés des écoles et les membres des communautés. Cet effet direct favorisera la bonne santé et la nutrition correcte des enfants tout au long des périodes vulnérables de leur développement pendant les 8 000 premiers jours de leur vie.

Effet direct stratégique du PAM

56. Cet effet direct du PSP concorde avec l'effet direct stratégique 2 du PAM (Les populations obtiennent de meilleurs résultats sur le plan de la nutrition, de la santé et de l'éducation).

Domaine d'action privilégié

57. Cet effet direct du PSP est axé sur les causes profondes.

Harmonisation avec les priorités nationales

58. Cet effet direct concorde avec l'effet 1 du plan-cadre de coopération (le développement humain inclusif), qui met l'accent sur l'accès aux services de nutrition et l'adoption de bonnes pratiques nutritionnelles au sein des communautés, et avec la stratégie nationale en faveur du développement de l'éducation pour 2020–2030, qui reconnaît que les repas scolaires contribuent à lever les obstacles à l'accès à l'enseignement primaire.

Produits escomptés

59. Les produits 2.1, 3.1 et 4.1 ci-après permettront d'obtenir l'effet direct 2 du PSP:

- Produit 2.1: Les filles et les garçons d'âge scolaire fréquentant les écoles primaires ciblées reçoivent des repas scolaires équilibrés qui répondent à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels.
- Produit 3.1: Dans les districts sélectionnés, les enfants âgés de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition aiguë reçoivent des aliments nutritifs spécialisés pour le traitement de la malnutrition par l'intermédiaire des systèmes publics.
- Produit 4.1: Dans les districts ciblés, les filles et les garçons d'âge scolaire, les membres des communautés, les aidants d'enfants et de personnes âgées et les employés des écoles, tirent profit des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements qui contribuent à améliorer leurs connaissances et à modifier leurs attitudes et leurs pratiques afin de favoriser l'adoption des comportements alimentaires et nutritionnels recommandés.

Activités essentielles

Activité 2: Fournir aux écoliers ciblés des repas scolaires équilibrés d'un point de vue nutritionnel

60. Dans le cadre d'un programme de filet de sécurité prioritaire multisectoriel à dimension nutritionnelle, le PAM continuera de distribuer quotidiennement des repas chauds aux enfants en âge de fréquenter les écoles primaires (âgés de 6 à 11 ans) vivant en zone rurale ou urbaine et en situation d'insécurité alimentaire. Aujourd'hui, les repas scolaires du PAM constituent la seule source d'aliments enrichis au Tadjikistan, contenant notamment les vitamines et les minéraux indispensables à la bonne croissance des enfants. Les communautés seront informées des besoins alimentaires des enfants au titre de l'activité 4.
61. Au fil des quatre années couvertes par le PSP, le PAM restreindra son assistance, à mesure qu'il prendra des mesures concrètes pour renforcer les capacités du Gouvernement de nationaliser progressivement l'alimentation scolaire dans le cadre d'un programme de protection sociale au titre de l'effet direct 4 du PSP.
62. Le PAM étudiera les obstacles à la scolarisation dans le secondaire pour les adolescentes des zones rurales et urbaines, et la possibilité de recourir à titre d'essai à des transferts de type monétaire pour améliorer la scolarisation et la fréquentation scolaire chez les filles.
63. Le PAM achètera des aliments destinés au programme de repas scolaires à l'échelle régionale et internationale, tout en facilitant les achats locaux de vivres pour les écoles dans le cadre d'initiatives d'alimentation scolaire utilisant la production locale, menées au titre de l'effet direct 1 du PSP, et d'activités génératrices de revenus liées aux écoles au titre de l'effet direct 4 du PSP.

Activité 3: Traiter la malnutrition aiguë modérée touchant les enfants âgés de 6 à 59 mois et renforcer les capacités locales de gestion des programmes de nutrition

64. Le PAM fournira des aliments nutritifs spécialisés achetés au niveau local pour les enfants souffrant de malnutrition aiguë modérée dans les centres de soins de santé primaires des districts marqués par un taux de prévalence élevé de la malnutrition, où le Gouvernement a mis en place le protocole national de prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë. En collaboration avec le Ministère de la santé et de la protection sociale de la population, le PAM réexaminera régulièrement les domaines d'intervention prioritaires et coordonnera son action avec celle de ses partenaires pour garantir la complémentarité des programmes de nutrition. Le Programme continuera de veiller à ce que le personnel des centres de soins de santé possède les compétences requises pour prendre en charge le programme de traitement de la malnutrition aiguë modérée.

Activité 4: Organiser des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements à l'intention des groupes ciblés afin de diversifier l'alimentation et de prévenir la malnutrition

65. Face au triple fardeau croissant de la malnutrition (dénutrition, carences en micronutriments, ainsi que surpoids et obésité), le PAM s'attaquera à ses causes profondes, en recensant notamment les normes et les pratiques culturelles et traditionnelles qui favorisent la malnutrition. Le PAM appuiera l'élaboration et le déploiement d'activités de communication personnalisées visant à faire évoluer la société et les comportements des écoliers, des employés des écoles, des aidants d'écoliers et de personnes vulnérables sur le plan nutritionnel, et de membres des communautés. Le matériel employé pour ces activités tiendra compte de l'âge, du sexe et du handicap, et promouvra une bonne hygiène, sensibilisera la population aux bénéfices d'une alimentation saine et enrichie, et relèvera les pratiques d'alimentation inadaptées en vue d'y mettre fin. Il mettra l'accent sur l'agriculture à dimension nutritionnelle et viendra compléter les activités des partenaires de communication visant à faire évoluer la société et les comportements.

Partenariats

66. En tant que membre actif du mouvement SUN, le PAM réalisera les activités nutritionnelles en collaboration avec le Ministère de la santé et de la protection sociale de la population, et coordonnera son action avec celle de l'UNICEF et d'autres partenaires du développement présents au Tadjikistan – comme les Services de santé Aga Khan, l'Agence allemande de coopération internationale, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale de la Santé – pour appuyer les efforts déployés par les autorités et les communautés locales pour prévenir la malnutrition. Une coopération avec ONU-Femmes permettra de veiller à ce que les activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements soient élaborées en tenant compte de la problématique femmes-hommes.
67. L'alimentation scolaire sera mise en œuvre en partenariat avec les ministères chargés de l'éducation, et de la santé et de la protection sociale, et les autorités régionales et de district. Le PAM collaborera avec la FAO et le Fonds international de développement agricole (FIDA), à l'appui de la transition progressive vers la maîtrise par le Gouvernement d'un programme d'alimentation scolaire tenant compte de la problématique femmes-hommes, l'accent étant mis sur la nutrition et la santé.

Hypothèses

68. La mise en œuvre efficace des interventions menées au titre de cet effet direct repose sur l'hypothèse que les connaissances acquises au cours des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements déclencheront effectivement une modification des comportements et contribueront à améliorer la consommation alimentaire et la santé globale des participants à toutes les activités dans les écoles, les communautés et les centres de santé. Le transfert progressif de la responsabilité du programme d'alimentation scolaire dépend de deux conditions, à savoir: le Gouvernement alloue suffisamment de ressources humaines et financières et les communautés ont les moyens et la volonté de contribuer au programme.

Stratégie de transition et de transfert des responsabilités

69. Au titre de l'effet direct 4 du PSP, le PAM collaborera étroitement avec les ministères chargés de l'éducation, et de la santé et de la protection sociale, en vue d'élaborer des stratégies viables de transfert des responsabilités pour les programmes d'alimentation scolaire et de nutrition. Le PAM a mis au point une feuille de route et un plan d'action visant la transition progressive vers un programme national des repas scolaires, y compris les changements d'orientation et les modifications législatives nécessaires, l'affectation des crédits budgétaires, des interventions de renforcement des capacités, et des activités de suivi et de production d'éléments factuels, en tenant compte des cinq objectifs de l'approche systémique pour l'amélioration des résultats dans le domaine de l'éducation (SABER). Les associations de parents et d'enseignants jouent un rôle crucial dans l'exécution du programme de repas scolaires et apportent un appui complémentaire important. Le PAM aidera également les ministères à renforcer leurs capacités, et à recourir (dans la mesure du possible) à des mécanismes de financement public pour les programmes d'alimentation scolaire et de nutrition.
70. Pour réduire la dépendance à l'égard du traitement de la malnutrition aiguë modérée dans le long terme, le PAM promouvra la prévention de la malnutrition dans toutes les activités. Il collaborera avec l'UNICEF et d'autres organismes à vocation technique pour institutionnaliser la sensibilisation du personnel du Gouvernement et des partenaires à la nutrition, et renforcer les capacités de suivre les effets directs sur la nutrition. Le PAM préconisera d'inclure une dimension nutritionnelle dans les programmes de protection sociale, les programmes scolaires et les activités de renforcement de la résilience. En vertu du mémorandum d'accord à venir avec le Ministère de la santé et de la protection sociale de la population, le PAM fera en sorte que les stratégies de transfert des responsabilités soient élaborées en prévoyant des étapes précises et l'affectation de crédits budgétaires appropriés.

Effet direct 3 du plan stratégique de pays: D'ici à 2026, les populations vulnérables sur le plan nutritionnel et touchées par une crise sont mieux à même de satisfaire leurs besoins alimentaires urgents, et les systèmes nationaux et les capacités infranationales sont renforcés pour être en mesure de faire face aux effets cumulés des catastrophes et des crises et d'aider les communautés touchées à reconstruire en mieux

71. Les activités menées au titre de cet effet direct appuient les efforts déployés par le Gouvernement et les partenaires humanitaires pour faire face aux situations d'urgence localisées, y compris l'accroissement du nombre de réfugiés en provenance d'Afghanistan, par la voie d'une aide d'urgence et de services à la demande.

Effet direct stratégique du PAM

72. Cet effet direct du PSP concorde avec l'effet direct stratégique 1 du PAM (Les populations sont mieux à même de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels urgents).

Domaine d'action privilégié

73. Cet effet direct du PSP est axé sur les interventions face aux crises.

Harmonisation avec les priorités nationales

74. Cet effet direct concorde avec l'effet 3 du plan-cadre de coopération (gestion intégrée des risques climatiques et environnementaux). Le plan régional d'intervention en faveur des réfugiés prévoit de venir en aide aux réfugiés afghans²².

Produits escomptés

75. Les produits 5.1, 6.1 et 7.1 ci-après permettront d'obtenir l'effet direct 3 du PSP:

- Produit 5.1: Les réfugiés en situation d'insécurité alimentaire et d'autres populations touchées par une crise reçoivent une assistance alimentaire et bénéficient d'activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements axées sur la nutrition, pour répondre à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels, et tirent profit d'actifs neufs ou remis en état qui favorisent le relèvement rapide et l'autonomie.
- Produit 6.1: Les réfugiés vulnérables sur le plan nutritionnel reçoivent des aliments nutritifs spécialisés et bénéficient d'activités de renforcement des connaissances et de communication sur le traitement et la prévention de la malnutrition aiguë.
- Produit 7.1: Les acteurs du développement et de l'action humanitaire, de même que les institutions publiques, bénéficient de services destinés à optimiser la coordination de la chaîne d'approvisionnement, le transport, les télécommunications et les tâches administratives, y compris des services de transfert monétaire à la demande.

Activités essentielles

Activité 5: Fournir une assistance alimentaire et mener des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements axées sur la nutrition, de reconstruction après une crise et de renforcement des moyens d'existence, au profit des réfugiés et des populations en situation d'insécurité alimentaire touchées par une crise ou une catastrophe naturelle

76. Lorsque le Gouvernement en fera la demande, le PAM fournira une assistance alimentaire en nature ou en espèces lors de distributions générales, complétée par la distribution d'aliments composés enrichis aux populations vulnérables touchées par une crise, comme une catastrophe naturelle, un conflit ou un déplacement. Des activités ciblées d'appui aux moyens d'existence et de renforcement des compétences favoriseront l'autosuffisance des réfugiés et des communautés d'accueil, dans la logique de la stratégie conjointe PAM-HCR²³. Toutes les activités tiendront compte de la problématique femmes-hommes et s'accompagneront de mesures de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, tout en intégrant la protection et en mettant l'accent sur la cohésion sociale.

²² Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires. [Afghanistan - Humanitarian Needs and Planned Response 2022](#).

²³ Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et PAM. 2020. [Joint Strategy: Enhancing Self-Reliance in Food Security and Nutrition in Protracted Refugee Situations](#).

Activité 6: Offrir un ensemble de services de traitement nutritionnel à l'intention des enfants âgés de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition, des filles et des femmes enceintes ou allaitantes et d'autres personnes et populations vulnérables sur le plan nutritionnel

77. Le PAM fournira des aliments nutritifs spécialisés aux enfants âgés de 6 à 59 mois, aux filles et femmes enceintes ou allaitantes et aux autres groupes vulnérables sur le plan nutritionnel. Au titre de l'activité 5, ces groupes bénéficieront d'activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements qui promeuvent la sensibilisation à la nutrition, de meilleures pratiques d'alimentation et de meilleures connaissances concernant les 1 000 premiers jours de la vie.

Activité 7: Fournir des services à la demande aux institutions publiques, aux acteurs du développement et à d'autres partenaires, y compris les partenaires du secteur privé

78. Le PAM a commencé à fournir des services à la demande, notamment des services de logistique et d'achat, au Gouvernement et aux partenaires du développement pour faire face aux bouleversements liés à la COVID-19 en 2020. En 2021, le PAM a expérimenté la fourniture de services informatiques communs après que des troubles civils ont perturbé les voies de communication. Il continue de fournir des services à la demande, y compris un appui aux services régionaux comme le services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies en Afghanistan assurés par le Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies pour les vols reliant Douchanbé à Kaboul, et la mise en place d'un centre logistique du PAM à Termez, en Ouzbékistan.

Partenariats

79. Le PAM continuera de travailler en étroite coordination avec le service gouvernemental chargé de la gestion des catastrophes, le Comité des situations d'urgence et de la protection civile, et d'appuyer et de renforcer la capacité d'intervention de REACT.

Hypothèses

80. Le Gouvernement démontre une réelle volonté politique s'agissant de concevoir et de mettre en œuvre des mesures de préparation aux situations d'urgence et de réduction des risques de catastrophe, à la fois cohérentes et fondées sur des éléments factuels.

Stratégie de transition et de transfert des responsabilités

81. Le PAM continuera de renforcer les capacités du Comité des situations d'urgence et de la protection civile en matière d'alerte rapide, de préparation aux situations d'urgence et de chaînes d'approvisionnement humanitaire pour les interventions d'urgence, et collaborera avec les acteurs universitaires locaux pour établir des systèmes de réduction des risques de catastrophe et d'alerte rapide. Le PAM se concertera avec des organismes des Nations Unies et des ONG partenaires et préconisera une collaboration interorganisations accrue par la voie d'approches classiques utilisant des plateformes numériques.

Effet direct 4 du plan stratégique de pays: D'ici à 2026, les institutions publiques sont renforcées pour accélérer et pérenniser les résultats contribuant à la mise en place de programmes de protection sociale inclusifs et de systèmes alimentaires nationaux et infranationaux améliorés au Tadjikistan

82. Au titre de cet effet direct, au moyen d'interventions harmonisées avec le cadre institutionnel applicable au renforcement des capacités nationales, le PAM renforcera les capacités du Gouvernement, de partenaires du développement et de parties prenantes du secteur privé, en vue d'améliorer les systèmes, les processus et les partenariats relatifs à l'alimentation scolaire, à la réduction des risques de catastrophe, à l'adaptation aux changements climatiques et aux initiatives nutritionnelles.

Effet direct stratégique du PAM

83. Cet effet direct du PSP concorde avec l'effet direct stratégique 4 du PAM (Les programmes et les systèmes nationaux sont renforcés).

Domaine d'action privilégié

84. Cet effet direct du PSP est axé sur les causes profondes.

Harmonisation avec les priorités nationales

85. Cet effet direct du PSP contribue à l'obtention de l'effet 2 du plan-cadre de coopération (croissance économique verte, inclusive et durable).

Produits escomptés

86. Les trois produits 8.1, 8.2 et 9.1 ci-après permettront d'obtenir l'effet direct 4 du PSP:
- Produit 8.1: Les institutions publiques et les autorités locales bénéficient d'activités d'assistance technique et de renforcement des capacités pour les programmes d'alimentation scolaire et d'amélioration de la nutrition nationalisés, y compris des applications numériques et des modèles optimaux et durables pour les contextes urbains, périurbains et ruraux.
 - Produit 8.2: Les institutions publiques et le secteur privé bénéficient d'activités de renforcement des capacités et d'assistance technique pour la mise en place d'un programme durable d'enrichissement local, y compris l'amélioration des normes de qualité et de sécurité sanitaire des aliments au Tadjikistan, pour les produits comme la farine de blé et les aliments complémentaires.
 - Produit 9.1: Les ménages et les populations ciblés tirent profit des capacités renforcées des institutions publiques en matière de préparation aux situations d'urgence, d'alerte rapide et de suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition au moyen d'applications numériques.

Activités essentielles

Activité 8: Renforcer la capacité des institutions du secteur public et du secteur privé à mettre en œuvre des dispositifs de protection sociale dans le cadre de programmes d'alimentation scolaire et d'amélioration de la nutrition nationalisés et d'activités locales d'enrichissement des aliments, qui contribuent à améliorer les régimes alimentaires et à faire reculer la malnutrition aiguë et les autres formes de malnutrition

87. En s'appuyant sur les travaux réalisés ces dernières années sur l'élaboration de stratégies, de plans d'action et de mécanismes de financement public nationaux, et sur l'opération SABER 2021, le PAM appelle le Gouvernement à rejoindre la Coalition mondiale pour les repas scolaires. La réalisation de cet objectif aidera les écoles à s'affranchir progressivement de l'appui du PAM au titre de l'effet direct 2 du PSP.
88. Les achats locaux et la gestion des fonds se poursuivront avec la généralisation d'un modèle de transfert de fonds lancé pendant l'année scolaire 2020-2021. Le passage des transferts en nature à un modèle de transfert de fonds sera planifié avec les populations concernées et les associations parents-enseignants impliquées dans la gestion des activités d'alimentation scolaire. Des micronutriments en poudre seront fournis en complément afin de garantir aux écoliers un apport adéquat en nutriments en attendant que des aliments enrichis localement soient disponibles.

89. Le PAM élaborera un ensemble optimal d'activités génératrices de revenus qui contribuent à donner aux écoles individuelles les moyens de fournir elles-mêmes les repas scolaires dans le long terme. Le PAM continuera d'étudier les partenariats public-privé à l'appui de l'alimentation scolaire, notamment la transposition à plus grande échelle d'un projet communautaire de boulangerie et des accords d'affiliation avec les entrepreneurs locaux.
90. Le PAM intégrera dans toutes les activités des messages à dimension nutritionnelle tenant compte de la diversité et de la problématique femmes-hommes. Le matériel sera élaboré avec ONU-Femmes et couvrira des thèmes comme la production d'aliments dont la teneur en nutriments est adaptée à l'âge et au sexe, la sensibilisation et l'appui pour la biofortification traditionnelle, et l'élaboration de matériel de sensibilisation à la nutrition.
91. Le PAM collaborera avec les institutions publiques et le secteur privé pour développer le cadre réglementaire et les capacités locales en vue de produire des aliments enrichis nutritifs, en mettant en avant la loi de 2019 sur l'enrichissement, qui a rendu l'enrichissement de la farine de blé obligatoire. À propos des directives spécifiques du Tadjikistan, les expériences réussies menées dans la région guideront l'élaboration des normes de sécurité sanitaire et de qualité, et une enquête sur les micronutriments permettra de déterminer l'équilibre de nutriments optimal dans la solution de prémélange.

Activité 9: Fournir des conseils stratégiques et une assistance technique aux institutions publiques, aux acteurs du milieu universitaire et aux parties prenantes du secteur privé qui jouent un rôle dans la promotion et l'exécution des programmes axés sur la sécurité alimentaire et la nutrition, notamment pour ce qui est de la préparation aux situations d'urgence

92. Le PAM continuera d'appuyer l'Organisme de statistique, en lui apportant l'assistance technique et le matériel requis pour mettre au point un système de suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition qui permette d'éclairer l'élaboration de stratégies et de politiques nationales équitables et inclusives. Le PAM travaillera en coordination avec l'université d'Asie centrale sur des modèles d'analyse des impacts des aléas climatiques fondés sur des recherches et des méthodes localisées d'atténuation des effets des catastrophes dans les zones rurales.
93. Le PAM collaborera avec le Comité des situations d'urgence et de la protection civile sur le renforcement des capacités nationales de coordination et de gestion des chaînes d'approvisionnement humanitaire et des échanges d'informations.
94. Le PAM travaillera avec le Ministère de la santé et de la protection sociale de la population et des partenaires du développement, tels que l'UNICEF et la Banque mondiale, pour renforcer le programme d'assistance sociale ciblée, avec des domaines d'action possibles englobant la protection sociale réactive face aux chocs, l'inclusion des groupes de population les plus exposés au risque de malnutrition, et l'adoption d'une approche à dimension nutritionnelle tenant compte de la problématique femmes-hommes pour l'ensemble du programme.

Partenariats

95. Le PAM mènera des activités d'enrichissement des aliments sous l'égide du mouvement SUN et du Réseau du secteur privé SUN, en étroite collaboration avec l'UNICEF et d'autres partenaires dans le domaine de la nutrition. Des travaux sur une chaîne d'approvisionnement humanitaire seront réalisés avec le module mondial de la logistique, dans le cadre de son projet de préparation sur le terrain. Les principaux homologues gouvernementaux seront les ministères chargés de la santé et de la protection sociale, et de l'éducation et des sciences, avec le concours du Ministère de l'industrie et des nouvelles technologies et de l'Agence de normalisation, de métrologie, de certification et d'inspection du commerce.

96. En qualité de membre actif du mouvement SUN au Tadjikistan, le PAM pilote le rétablissement du Réseau du secteur privé SUN dans le pays. Le PAM examine les modèles opératoires employés dans les pays voisins pour enrichir les aliments à l'échelle nationale, et les réussites mondiales observées dans les programmes nationaux de repas scolaires lancés dans le cadre de la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire.

Hypothèses

97. Dans le cadre de cet effet direct, la mise en œuvre sera efficace à condition que les autorités nationales et infranationales affectent suffisamment de ressources financières et humaines aux activités de renforcement des capacités. Il est également supposé que le PAM disposera de fonds suffisants pour mettre en œuvre une stratégie de renforcement des capacités cohérente de longue haleine.

Stratégie de transition et de retrait des responsabilités

98. Le PAM travaillera avec le Ministère de l'éducation et des sciences pour élaborer une stratégie commune de transfert des responsabilités avec une feuille de route détaillée, qui indique les besoins financiers (couvrant, par exemple, les chaînes d'approvisionnement et le coût des repas par bénéficiaire) et les étapes clés qui concordent avec la stratégie nationale sur le développement durable de l'alimentation scolaire pour 2017–2027. Il conviendra en priorité de veiller à ce que le centre ministériel d'alimentation scolaire ait les moyens de gérer les opérations, qui vont de la planification des distributions au suivi et à l'établissement de rapports à l'aide d'outils numériques.
99. Le PAM collaborera étroitement avec ses partenaires pour relancer le Réseau du secteur privé SUN au Tadjikistan et ainsi rapprocher les secteurs privé, public et du développement à l'appui du programme nutritionnel national. Il se concentrera sur le point d'entrée de l'enrichissement local de la farine de blé et des aliments complémentaires.
100. Par l'identification conjointe des besoins en matière de renforcement des capacités avec l'Organisme de statistique et le Comité des situations d'urgence et de la protection civile, et en coopération avec l'université d'Asie centrale, le PAM prévoit d'établir de solides réseaux d'échange d'informations sur la sécurité alimentaire, la nutrition, et la préparation aux situations d'urgence et l'alerte rapide, qui pourront au final être gérés par ces entités elles-mêmes. Le PAM collabore également avec le Ministère du développement économique et du commerce en vue de renforcer sa capacité d'élaborer des plans de développement des districts inclusifs et multisectoriels, et d'actualiser l'atlas de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité.

4. Modalités d'exécution

4.1 Analyse des bénéficiaires

101. Les ménages bénéficiaires des activités de création d'actifs et d'appui aux moyens d'existence seront sélectionnés dans la liste des bénéficiaires du programme national d'assistance sociale ciblée, complétée par les critères de vulnérabilité du PAM et les paramètres de prise en compte de la problématique femmes-hommes et de la diversité, et après discussion avec les collectivités locales. Le PAM prévoit de veiller à ce que les femmes représentent 60 pour cent des participants. Les participants recevront des rations familiales calculées pour une famille de cinq personnes en moyenne.

102. Le PAM prévoit un transfert progressif de la gestion du programme d'alimentation scolaire au Gouvernement, tout au long de la période de mise en œuvre du PSP. La première année, le PAM viendra en aide à environ 280 000 écoliers du primaire âgés de 6 à 11 ans dans les zones rurales en situation d'insécurité alimentaire par le biais d'interventions d'alimentation scolaire²⁴, puis il ramènera progressivement ce nombre à quelque 184 000 d'ici à la fin de l'exécution du PSP. Les activités engloberont la fourniture de repas chauds dans les écoles et d'un appui dans le cadre du modèle de transfert de fonds.
103. Le traitement nutritionnel ciblera 17 000 enfants âgés de 6 à 59 mois dans les districts enregistraient les taux d'insécurité alimentaire, de retard de croissance et d'émaciation les plus élevés. Le ciblage des districts sera établi en 2022 avec le Ministère de la santé et de la protection sociale de la population. Les activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements cibleront les groupes de population les plus susceptibles d'apprendre, d'ajuster et d'échanger de nouvelles connaissances, notamment les écoliers, les aidants et les membres des communautés. Dans les zones où seront exécutés les projets d'enrichissement, les populations seront sensibilisées à l'importance de consommer des aliments enrichis, avec un élargissement progressif de la couverture compte tenu de résultats probants.
104. Le PAM apportera un appui vital aux réfugiés en coordination avec le HCR et en concordance avec le mécanisme de coordination de l'action en faveur des réfugiés. L'aide et l'inclusion des personnes et des communautés en situation d'insécurité alimentaire et touchées par une crise, comme une catastrophe naturelle ou un conflit, seront organisées avec le Comité des situations d'urgence et de la protection civile par le biais de la plateforme REACT et obéiront aux critères de vulnérabilité définis par le PAM.

**TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES PAR EFFET DIRECT DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ET PAR ACTIVITÉ
(TOUTES ANNÉES CONFONDUES)**

Effet direct du plan stratégique de pays	Produits	Activité	Groupe de bénéficiaires	2023	2024	2025	2026	Total
1	1.1, 1.2, 1.3, 1.4	1	Filles	12 900	15 480	20 640	28 896	28 896
			Garçons	13 975	16 770	22 360	31 304	31 304
			Femmes	18 169	21 803	29 070	40 698	40 698
			Hommes	17 456	20 948	27 930	39 102	39 102
			Total	62 500	75 000	100 000	140 000	190 000
2	2.1	2	Filles	193 440	183 768	161 716	137 458	193 440
			Garçons	201 360	191 292	168 337	143 086	201 360
			Femmes	3 680	3 496	3 076	2 615	3 680
			Hommes	1 520	1 444	1 271	1 080	1 520
			Total	400 000	380 000	334 400	284 240	400 000
	3.1	3	Filles	7 820	7 820	7 820	7 820	7 820
			Garçons	9 180	9 180	9 180	9 180	9 180
			Total	17 000	17 000	17 000	17 000	68 000

²⁴ Cela englobe les écoles recevant un appui dans le cadre du modèle de transfert de fonds.

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES PAR EFFET DIRECT DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ET PAR ACTIVITÉ (TOUTES ANNÉES CONFONDUES)								
Effet direct du plan stratégique de pays	Produits	Activité	Groupe de bénéficiaires	2023	2024	2025	2026	Total
	4.1	4	Filles	17 183	17 126	16 921	15 478	66 708
			Garçons	18 615	18 553	18 331	16 767	72 267
			Femmes	24 201	24 121	23 832	21 799	93 954
			Hommes	23 252	23 175	22 898	20 944	90 269
			Total	83 250	82 976	81 983	74 989	323 198
3	5.1	5	Filles	4 696	4 551	4 421	4 304	17 972
			Garçons	5 087	4 930	4 790	4 663	19 470
			Femmes	6 613	6 410	6 227	6 062	25 312
			Hommes	6 354	6 159	5 983	5 824	24 319
			Total	22 750	22 050	21 420	20 853	52 573
	6.1	6	Filles	103	103	103	103	413
			Garçons	112	112	112	112	447
			Femmes	145	145	145	145	581
			Hommes	140	140	140	140	559
			Total	500	500	500	500	2 000
4	8.1	8	Femmes	15 300	14 183	12 985	10 031	15 300
			Hommes	14 700	13 627	12 476	9 638	14 700
			Total	30 000	27 810	25 462	19 669	30 000
Total (hors chevauchement)				572 500	564 055	544 278	526 360	913 613

4.2 Transferts

105. Le contenu des assortiments alimentaires du PAM est acceptable sur le plan culturel et enrichi selon les normes institutionnelles pour pallier les carences en micronutriments. La valeur des prestations prévues au titre du programme d'assistance alimentaire pour la création d'actifs devrait couvrir les déficits alimentaires des bénéficiaires et sera fondée sur l'évaluation des besoins essentiels. Des aliments nutritifs seront ajoutés aux rations des interventions d'urgence pour prévenir la malnutrition et satisfaire les besoins énergétiques accrus pendant les périodes de crise et de redressement, en particulier pendant les mois d'hiver.
106. Le choix de la modalité de transfert dépendra de l'accès des bénéficiaires aux services financiers, du fonctionnement des marchés (accessibilité et coût des produits nutritifs et diversifiés), de la préférence des femmes et des hommes bénéficiaires, et des approches suivies par le Gouvernement et les partenaires. Dans les zones rurales dépourvues de prestataires de services financiers, le PAM collaborera avec le secteur privé pour étudier d'autres façons de fournir des transferts de type monétaire. Les transferts peuvent être complétés pour couvrir le coût du transport vers les banques.

4.3 Capacités du bureau de pays et profil du personnel

107. Le PAM continuera de maintenir sa présence sur le terrain au Tadjikistan par l'intermédiaire de ses quatre bureaux auxiliaires qui couvrent les principales régions du pays, et le bureau de pays à Douchanbé. Les capacités opérationnelles des bureaux auxiliaires seront renforcées grâce au recrutement de nouveaux membres du personnel et à l'appui direct du bureau de pays en fonction des besoins.
108. Le PAM a les compétences nécessaires pour maintenir ses programmes existants dans les domaines suivants: l'alimentation scolaire, les filières, la nutrition, l'analyse et la cartographie de la vulnérabilité, les transferts de type monétaire, et la prévention des catastrophes et l'intervention en cas de crise. Le PAM embauchera des employés dotés de compétences supplémentaires pour mener de nouvelles interventions, telles que l'élaboration de mesures de prévention fondées sur les prévisions, la fourniture de services de climatologie, l'élargissement des initiatives de protection sociale et d'inclusion du handicap, et les partenariats avec le secteur privé.
109. La structure des effectifs du bureau de pays sera régulièrement examinée pour veiller à ce qu'elle corresponde aux réorientations des programmes et aux perspectives en matière de mobilisation des ressources.

4.4 Partenariats

110. Le Gouvernement tadjike restera le principal partenaire du PAM. Celui-ci a des partenariats officiels avec divers ministères et comités, tels que le Ministère de l'éducation et des sciences et le Comité des situations d'urgence et de la protection civile, et collaborera étroitement avec les ministères chargés de la santé et de la protection sociale, du développement économique et du commerce, et de l'agriculture, et le Comité pour la protection de l'environnement.
111. Comme recommandé dans l'évaluation du PSP, le PAM renforcera sa collaboration avec les entités infranationales telles que les autorités régionales et de district.
112. Le PAM veillera à harmoniser ses activités avec celles de l'UNICEF, de la FAO et du FIDA. Au niveau des pays, le PAM a signé des accords de coopération avec ONU-Femmes et avec le milieu universitaire, comme l'université d'Asie centrale et l'université de Reading au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, afin d'élaborer des activités sur l'adaptation aux changements climatiques et le renforcement de la résilience dans les zones rurales.
113. Le PAM continuera de travailler avec le Conseil de coordination du développement – mécanisme de coordination présidé par le Coordonnateur résident des Nations Unies et réunissant les principaux organismes donateurs et de développement au Tadjikistan – qui préside le groupe de travail sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Le Conseil doit garantir une coordination rationnelle entre les partenaires du développement qui œuvrent à l'appui de la stratégie nationale de développement à l'horizon 2030.

5. Gestion de la performance et évaluation

5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

114. Les modalités de suivi seront guidées par le Cadre de résultats institutionnels du PAM pour 2022-2025 et les normes applicables, notamment les résultats propres au pays dans les domaines de l'égalité femmes-hommes, de la responsabilité à l'égard des populations touchées, de la protection des données et de l'inclusion du handicap. Les théories du changement donneront des informations sur les besoins en éléments factuels et en matière de suivi et d'évaluation du PSP.

115. Dans le cadre de l'accord conclu avec le Fonds vert pour le climat, les projets que celui-ci aura financés devront faire l'objet d'une évaluation externe indépendante finale dans les neuf mois qui suivront leur achèvement. Cette évaluation, ainsi qu'une évaluation à mi-parcours conduite en 2022, sera effectuée en conformité avec les processus d'évaluation décentralisés du PAM.
116. Des examens ont été réalisés en 2022 sur les diverses activités pilotes menées dans le cadre du programme d'alimentation scolaire et un examen global du portefeuille est prévu pour 2023, qui portera une attention particulière au transfert des responsabilités.
117. Un examen à mi-parcours du PSP sera effectué en 2024 pour faciliter l'adaptation des programmes au cours de l'exécution du PSP. Une évaluation indépendante du PSP sera menée en 2025, afin de faire le point sur la performance d'ensemble et d'éclairer la future orientation stratégique.

5.2 Gestion des risques

Risques stratégiques

118. Les fonds préaffectés ou d'un montant insuffisant risquent de compromettre la mise en œuvre des activités prévues, ce qui limiterait la contribution du PAM aux ODD établis pour le pays et aux objectifs du plan-cadre de coopération, en particulier concernant l'alimentation scolaire qui dépend d'un donateur unique. Les progrès réalisés au fil du temps en matière de bonne volonté et d'incidences sur les bénéficiaires et les capacités peuvent être rapidement perdus si les programmes nationaux sont suspendus en raison d'un manque de financement. Le PAM a élaboré une stratégie de mobilisation des ressources qui met en avant la nécessité de mobiliser des fonds pour le Gouvernement et le PSP.
119. L'instabilité politique de la région pourrait aggraver les fluctuations économiques et monétaires et engendrer la hausse du prix des denrées alimentaires, un accès réduit à certains aliments et l'augmentation du nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire; les priorités du PAM seraient ainsi détournées et le renforcement des capacités céderait la place à une assistance directe. Le PAM assurera le suivi constant des prix du marché et surveillera également la situation des ménages pour recenser les risques encourus. Les plans d'intervention en cas d'urgence prévoient le répositionnement des denrées alimentaires et d'autres articles; dans le même temps, les initiatives visant à aider le Gouvernement à mettre en place des systèmes de protection sociale plus réactifs face aux chocs se poursuivront.
120. La réorientation stratégique du PAM vers l'appui des programmes nationaux et le renforcement des capacités du Gouvernement et des communautés requiert des compétences spécifiques. Le PAM a nommé un responsable des ressources humaines qui procèdera à un réalignement organisationnel des effectifs.

Risques opérationnels

121. Les capacités limitées des partenaires coopérants pourraient nuire considérablement à la bonne exécution des programmes. Pour pallier ce risque, le PAM mènera des activités de renforcement des capacités avec ses partenaires, y compris les ONG locales, qui tiendront compte des évaluations des capacités. Des activités de cartographie des partenaires seront aussi régulièrement menées. Les programmes d'intervention face à une crise peuvent prévoir une exécution directe par le PAM, si nécessaire.
122. En raison du nombre limité de fournisseurs présents au Tadjikistan qui respectent les normes du PAM en matière d'achat et de sécurité sanitaire des aliments, les chaînes d'approvisionnement pourraient être perturbées, ce qui se répercuterait sur la disponibilité des produits alimentaires. Le PAM examinera et actualisera régulièrement le plan d'achat pour recenser les fournisseurs potentiels et tiendra à jour la liste des fournisseurs locaux, régionaux et internationaux.

Risques fiduciaires

123. Compte tenu du sous-développement du secteur financier au Tadjikistan, la mise en conformité des transferts de type monétaire avec le Règlement financier et les Règles de gestion financière du PAM pourrait s'avérer difficile. Le PAM veillera à ce que les fournisseurs potentiels soient sensibilisés et formés à ses normes.
124. Le PAM continuera d'appliquer les procédures opératoires normalisées et les cadres de gestion des risques mis en place par l'Organisation des Nations Unies pour atténuer les risques en matière de santé, de sûreté et de sécurité.

5.3 Garanties sociales et environnementales

125. Le bureau de pays s'emploie à améliorer la durabilité environnementale des opérations internes du PAM, en mettant notamment en œuvre un système de gestion environnementale couvrant des domaines tels que l'efficacité énergétique et la décarbonisation, la gestion des déchets et de l'eau, la réduction du transport aérien par des réunions et des formations par visioconférence, et la sensibilisation du personnel. L'état d'avancement de la mise en œuvre de ce système figure parmi les indicateurs du Cadre de résultats institutionnels du PAM et peut être suivi par les entités extérieures sur la plateforme Du bleu au vert du Programme des Nations Unies pour l'environnement.
126. Le PAM coordonne les activités des ONG partenaires sur le portail des partenaires des Nations Unies, en suivant des procédures rigoureuses de diligence raisonnable, afin de veiller à ce que les partenaires potentiels aient la capacité de mettre en œuvre les projets du PAM en respectant les principes consistant "à ne pas nuire" et en assurant toute la sécurité financière. Pour les programmes gérés par les pouvoirs publics, le PAM plaidera en faveur d'une approche fondée sur les droits et préconisera l'inclusion sociale et la protection des données sur les bénéficiaires. Il examinera les activités au regard de leur impact sur les relations entre les femmes et les hommes et appuiera la sensibilisation à la prévention des violences sexistes, et de l'exploitation et des atteintes sexuelles.

6. Des ressources axées sur les résultats

6.1 Budget du portefeuille de pays

127. Le budget du portefeuille de pays repose sur l'hypothèse que le nombre de bénéficiaires diminuera progressivement pour les activités d'alimentation scolaire et les activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements qui ciblent les aidants et les communautés. Dans le même temps, les activités menées au titre de l'effet direct 1 du PSP seront transposées à plus grande échelle compte tenu des nouvelles priorités accordées à l'adaptation aux changements climatiques et au renforcement de la résilience.

TABLEAU 2: BUDGET DU PORTEFEUILLE DE PAYS (en dollars)						
Effet direct du plan stratégique de pays	Activité	2023	2024	2025	2026	Total
1	1	6 730 774	6 931 265	6 861 057	6 885 222	27 408 319
2	2	7 215 681	7 250 057	6 787 945	6 053 519	27 307 201
	3	1 217 350	1 257 348	1 100 349	1 118 321	4 693 368
	4	669 904	626 274	635 334	633 007	2 564 519
3	5	3 238 833	2 260 002	2 256 624	2 213 234	9 968 692
	6	156 715	143 010	145 510	145 430	590 665
	7	53 049	53 859	54 458	54 077	215 443
4	8	5 539 271	4 097 533	3 691 965	3 396 611	16 725 380
	9	595 126	603 095	614 321	614 596	2 427 138
Total		25 416 704	23 222 442	22 147 563	21 114 016	91 900 725

6.2 Perspectives et stratégie en matière de mobilisation de ressources

128. Depuis 2018, les opérations du PAM au Tadjikistan, y compris dans le cadre du PSP pour 2019-2024, ont pu être financées à hauteur de 76,5 pour cent en moyenne par rapport au plan fondé sur les besoins. Ces dernières années, le PAM est parvenu à trouver de nouveaux donateurs qui diversifient sa base de financement, en particulier pour les activités relatives aux changements climatiques et au renforcement de la résilience. Toutefois, la majeure partie des ressources dédiées à l'alimentation scolaire proviennent d'un donateur unique, ce qui compromet la stabilité financière globale du PSP.
129. Le PAM a élaboré un plan d'action relatif aux partenariats en vue d'étendre ses partenariats et ses donateurs dans le cadre du nouveau PSP. La mobilisation de fonds pour les programmes gouvernementaux sera la priorité, afin de s'assurer que le pays aura les moyens financiers et budgétaires de prendre en charge l'alimentation scolaire, l'enrichissement des aliments, la réduction des risques de catastrophe et l'adaptation aux changements climatiques, et la protection sociale.

ANNEXE I

CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR LE TADJIKISTAN (JANVIER 2023–DÉCEMBRE 2026)

ODD 2: Faim zéro

Cible 1 de l'ODD 2: Accès à l'alimentation

Effet direct 3 du plan stratégique de pays: D'ici à 2026, les populations vulnérables sur le plan nutritionnel et touchées par une crise sont mieux à même de satisfaire leurs besoins alimentaires urgents, et les systèmes nationaux et les capacités infranationales sont renforcés pour être en mesure de faire face aux effets cumulés des catastrophes et des crises et d'aider les communautés touchées à reconstruire en mieux

Effet direct stratégique 1: Les populations sont mieux à même de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels urgents

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié: Intervention face à une crise

Hypothèses

Il est possible d'accéder aux populations touchées par une crise.

Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondées sur la consommation, indice réduit des stratégies de survie

Capacité économique à satisfaire les besoins essentiels

Score de consommation alimentaire

Score de consommation alimentaire – nutrition

Stratégies de survie fondées sur les moyens d'existence visant à satisfaire les besoins essentiels

Stratégies de survie fondées sur les moyens d'existence visant à parvenir à la sécurité alimentaire

Seuil minimal de diversité du régime alimentaire pour les femmes et les filles en âge de procréer

Traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux d'abandon

Traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de mortalité

Traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de non-réaction au traitement

Traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de récupération

Pourcentage de personnes atteintes de malnutrition aiguë modérée qui bénéficient de services de soins (couverture)

Pourcentage de la population des communautés ciblées faisant état d'avantages découlant de l'amélioration des moyens d'existence

Pourcentage d'utilisateurs satisfaits des services fournis

Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant l'apport alimentaire minimum acceptable

Proportion de la population remplissant les conditions requises qui bénéficie d'un programme de prévention nutritionnel (couverture)

Proportion de la population cible participant à un nombre suffisant de distributions (observance)

Activités et produits

5. Fournir une assistance alimentaire et mener des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements axées sur la nutrition, de reconstruction après une crise et de renforcement des moyens d'existence, au profit des réfugiés et des populations en situation d'insécurité alimentaire touchées par une crise ou une catastrophe naturelle (1.2: Transferts de ressources non assortis de conditions)

5.1 Les réfugiés en situation d'insécurité alimentaire et d'autres populations touchées par une crise reçoivent une assistance alimentaire et bénéficient d'activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements axées sur la nutrition, pour répondre à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels, et tirent profit d'actifs neufs ou remis en état qui favorisent le relèvement rapide et l'autonomie (Catégorie de produit A: Ressources transférées. Produit standard 1.1: Les populations touchées par une crise qui se trouvent en situation d'insécurité alimentaire ont accès à des aliments nutritifs, à une assistance de type monétaire, à des actifs remis en état et à des services pour satisfaire leurs besoins alimentaires urgents)

5.1 Les réfugiés en situation d'insécurité alimentaire et d'autres populations touchées par une crise reçoivent une assistance alimentaire et bénéficient d'activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements axées sur la nutrition, pour répondre à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels, et tirent profit d'actifs neufs ou remis en état qui favorisent le relèvement rapide et l'autonomie (Catégorie de produit B: Aliments nutritifs fournis. Produit standard 1.1: Les populations touchées par une crise qui se trouvent en situation d'insécurité alimentaire ont accès à des aliments nutritifs, à une assistance de type monétaire, à des actifs remis en état et à des services pour satisfaire leurs besoins alimentaires urgents)

5.1 Les réfugiés en situation d'insécurité alimentaire et d'autres populations touchées par une crise reçoivent une assistance alimentaire et bénéficient d'activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements axées sur la nutrition, pour répondre à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels, et tirent profit d'actifs neufs ou remis en état qui favorisent le relèvement rapide et l'autonomie (Catégorie de produit D: Actifs créés. Produit standard 1.1: Les populations touchées par une crise qui se trouvent en situation d'insécurité alimentaire ont accès à des aliments nutritifs, à une assistance de type monétaire, à des actifs remis en état et à des services pour satisfaire leurs besoins alimentaires urgents)

5.1 Les réfugiés en situation d'insécurité alimentaire et d'autres populations touchées par une crise reçoivent une assistance alimentaire et bénéficient d'activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements axées sur la nutrition, pour répondre à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels, et tirent profit d'actifs neufs ou remis en état qui favorisent le relèvement rapide et l'autonomie (Catégorie de produit E: Activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements mises en œuvre. Produit standard 1.1: Les populations touchées par une crise qui se trouvent en situation d'insécurité alimentaire ont accès à des aliments nutritifs, à une assistance de type monétaire, à des actifs remis en état et à des services pour satisfaire leurs besoins alimentaires urgents)

6. Offrir un ensemble de services de traitement nutritionnel à l'intention des enfants âgés de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition, des filles et des femmes enceintes ou allaitantes et d'autres personnes et populations vulnérables sur le plan nutritionnel (1.4: Programme de traitement de la malnutrition)

6.1 Les réfugiés vulnérables sur le plan nutritionnel reçoivent des aliments nutritifs spécialisés et bénéficient d'activités de renforcement des connaissances et de communication sur le traitement et la prévention de la malnutrition aiguë (Catégorie de produit A: Ressources transférées. Produit standard 1.1: Les populations touchées par une crise qui se trouvent en situation d'insécurité alimentaire ont accès à des aliments nutritifs, à une assistance de type monétaire, à des actifs remis en état et à des services pour satisfaire leurs besoins alimentaires urgents)

6.1 Les réfugiés vulnérables sur le plan nutritionnel reçoivent des aliments nutritifs spécialisés et bénéficient d'activités de renforcement des connaissances et de communication sur le traitement et la prévention de la malnutrition aiguë (Catégorie de produit B: Aliments nutritifs fournis. Produit standard 1.1: Les populations touchées par une crise qui se trouvent en situation d'insécurité alimentaire ont accès à des aliments nutritifs, à une assistance de type monétaire, à des actifs remis en état et à des services pour satisfaire leurs besoins alimentaires urgents)

7. Fournir des services à la demande aux institutions publiques, aux acteurs du développement et à d'autres partenaires, y compris les partenaires du secteur privé (2.4: Services à la demande)

7.1 Les acteurs du développement et de l'action humanitaire, de même que les institutions publiques, bénéficient de services destinés à optimiser la coordination de la chaîne d'approvisionnement, le transport, les télécommunications et les tâches administratives, y compris des services de transfert monétaire à la demande (Catégorie de produit H: Services et plateformes partagés mis à disposition. Produit standard 1.1: Les populations touchées par une crise qui se trouvent en situation d'insécurité alimentaire ont accès à des aliments nutritifs, à une assistance de type monétaire, à des actifs remis en état et à des services pour satisfaire leurs besoins alimentaires urgents)

Cible 2 de l'ODD 2: Élimination de la malnutrition

Effet direct 2 du plan stratégique de pays: D'ici à 2026, les populations rurales ou urbaines vivant dans les zones ciblées ont amélioré leur sécurité alimentaire et leur nutrition au service d'un développement humain inclusif

Effet direct stratégique 2: Les populations obtiennent de meilleurs résultats sur le plan de la nutrition, de la santé et de l'éducation

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié: causes profondes

Hypothèses

Il n'y a pas de rupture de la chaîne d'approvisionnement

Le Gouvernement est résolu à intégrer les activités dans le système de protection sociale

Indicateurs d'effet direct

Évolution annuelle du taux de scolarisation

Taux de fréquentation scolaire

Taux d'obtention de diplôme/taux d'achèvement des études

Seuil minimal de diversité du régime alimentaire pour les femmes et les filles en âge de procréer

Traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux d'abandon

Traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de mortalité

Traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de non-réaction au traitement

Traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de récupération

Nombre d'interventions complémentaires en faveur de la santé et de la nutrition à l'école que le PAM mène parallèlement à ses activités d'alimentation scolaire

Pourcentage de personnes atteintes de malnutrition aiguë modérée qui bénéficient de services de soins (couverture)

Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant l'apport alimentaire minimum acceptable

Taux de poursuite des études/taux d'abandon des études (par niveau)

Activités et produits**2. Fournir aux écoliers ciblés des repas scolaires équilibrés d'un point de vue nutritionnel (1.5: Programmes en milieu scolaire)**

2.1 Les filles et les garçons d'âge scolaire fréquentant les écoles primaires ciblées reçoivent des repas scolaires équilibrés qui répondent à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels (Catégorie de produit A: Ressources transférées. Produit standard 2.3: Les enfants et les adolescents d'âge scolaire ont accès à des ensembles d'activités en faveur de la santé et de la nutrition en milieu scolaire)

2.1 Les filles et les garçons d'âge scolaire fréquentant les écoles primaires ciblées reçoivent des repas scolaires équilibrés qui répondent à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels (Catégorie de produit B: Aliments nutritifs fournis. Produit standard 2.3: Les enfants et les adolescents d'âge scolaire ont accès à des ensembles d'activités en faveur de la santé et de la nutrition en milieu scolaire)

2.1 Les filles et les garçons d'âge scolaire fréquentant les écoles primaires ciblées reçoivent des repas scolaires équilibrés qui répondent à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels (Catégorie de produit N: Alimentation scolaire assurée. Produit standard 2.3: Les enfants et les adolescents d'âge scolaire ont accès à des ensembles d'activités en faveur de la santé et de la nutrition en milieu scolaire)

3. Traiter la malnutrition aiguë modérée touchant les enfants âgés de 6 à 59 mois et renforcer les capacités locales de gestion des programmes de nutrition (1.4: Programme de traitement de la malnutrition)

3.1 Dans les districts sélectionnés, les enfants âgés de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition aiguë reçoivent des aliments nutritifs spécialisés pour le traitement de la malnutrition par l'intermédiaire des systèmes publics (Catégorie de produit A: Ressources transférées. Produit standard 2.2: Les enfants, les filles et les femmes enceintes et les jeunes mères ainsi que d'autres populations vulnérables sur le plan nutritionnel bénéficient de programmes qui visent à prévenir et à traiter la malnutrition et à améliorer le régime alimentaire)

3.1 Dans les districts sélectionnés, les enfants âgés de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition aiguë reçoivent des aliments nutritifs spécialisés pour le traitement de la malnutrition par l'intermédiaire des systèmes publics (Catégorie de produit B: Aliments nutritifs fournis. Produit standard 2.2: Les enfants, les filles et les femmes enceintes et les jeunes mères ainsi que d'autres populations vulnérables sur le plan nutritionnel bénéficient de programmes qui visent à prévenir et à traiter la malnutrition et à améliorer le régime alimentaire)

3.1 Dans les districts sélectionnés, les enfants âgés de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition aiguë reçoivent des aliments nutritifs spécialisés pour le traitement de la malnutrition par l'intermédiaire des systèmes publics (Catégorie de produit C: Activités de développement des capacités et d'appui technique mises en œuvre. Produit standard 2.2: Les enfants, les filles et les femmes enceintes et les jeunes mères ainsi que d'autres populations vulnérables sur le plan nutritionnel bénéficient de programmes qui visent à prévenir et à traiter la malnutrition et à améliorer le régime alimentaire)

4. Organiser des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements à l'intention des groupes ciblés afin de diversifier l'alimentation et de prévenir la malnutrition (1.3: Programme de prévention de la malnutrition)

4.1 Dans les districts ciblés, les filles et les garçons d'âge scolaire, les membres des communautés, les aidants d'enfants et de personnes âgées et les employés des écoles, tirent profit des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements qui contribuent à améliorer leurs connaissances et à modifier leurs attitudes et leurs pratiques afin de favoriser l'adoption des comportements alimentaires et nutritionnels recommandés (Catégorie de produit E: Activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements mises en œuvre. Produit standard 2.2: Les enfants, les filles et les femmes enceintes et les jeunes mères ainsi que d'autres populations vulnérables sur le plan nutritionnel bénéficient de programmes qui visent à prévenir et à traiter la malnutrition et à améliorer le régime alimentaire)

Cible 4 de l'ODD 2: Systèmes alimentaires durables

Effet direct 1 du plan stratégique de pays: D'ici à 2026, les populations vulnérables en situation d'insécurité alimentaire vivant dans les zones urbaines ou rurales ont renforcé leurs moyens d'existence, leur résilience et leurs capacités d'adaptation grâce à la mise en place de filières agroalimentaires à dimension nutritionnelle améliorées et résilientes face aux aléas climatiques

Effet direct stratégique 3: Les populations disposent de moyens d'existence améliorés et durables

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

Hypothèses

Des parties prenantes dotées des capacités nécessaires sont disponibles.

Les communautés sont mobilisées et les activités sont hiérarchisées par ordre de priorité.

Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondées sur la consommation, indice réduit des stratégies de survie

Capacité économique à satisfaire les besoins essentiels

Score de consommation alimentaire

Score de consommation alimentaire – nutrition

Stratégies de survie fondées sur les moyens d'existence visant à satisfaire les besoins essentiels

Stratégies de survie fondées sur les moyens d'existence visant à parvenir à la sécurité alimentaire

Pourcentage d'accroissement de la production d'aliments de qualité riches en nutriments

Pourcentage d'activités d'assistance alimentaire pour la création d'actifs ayant contribué à l'amélioration de l'état de la végétation et des sols

Pourcentage de petits exploitants agricoles ciblés faisant état d'une augmentation de la production de cultures nutritives

Pourcentage de petits exploitants agricoles ciblés vendant leur production par l'intermédiaire de regroupements de producteurs appuyés par le PAM

Pourcentage de la population des communautés ciblées faisant état d'avantages découlant de l'amélioration des moyens d'existence

Proportion des communautés ciblées dont la capacité de gérer les chocs et les risques climatiques s'est améliorée

Proportion de la population des communautés ciblées faisant état d'avantages sur le plan de l'environnement

Valeur et quantité des produits vendus par les petits exploitants par l'intermédiaire de systèmes de regroupement de la production appuyés par le PAM

Activités et produits

1. Mener des activités axées sur l'adaptation aux changements climatiques, la création d'actifs, l'amélioration de l'accès aux marchés et le renforcement des moyens d'existence en adoptant des approches écologiques à dimension nutritionnelle visant à favoriser la résilience face aux chocs et aux facteurs de stress et à augmenter la production et le revenu des petits exploitants (1.9: Mesures de protection contre les chocs climatiques)

1.2 Les communautés rurales ou urbaines et les groupements de petits exploitants agricoles ciblés tirent profit des actifs productifs neufs ou remis en état qui contribuent à renforcer leur résilience face aux chocs climatiques et aux autres facteurs de stress compromettant leur sécurité alimentaire (Catégorie de produit A: Ressources transférées. Produit standard 3.2: Les individus et les communautés ont des compétences plus grandes, des capacités renforcées et un meilleur accès aux services financiers, énergétiques et climatiques leur permettant de disposer de moyens d'existence durables et adaptés aux changements climatiques)

1.2 Les communautés rurales ou urbaines et les groupements de petits exploitants agricoles ciblés tirent profit des actifs productifs neufs ou remis en état qui contribuent à renforcer leur résilience face aux chocs climatiques et aux autres facteurs de stress compromettant leur sécurité alimentaire (Catégorie de produit D: Actifs créés. Produit standard 3.2: Les individus et les communautés ont des compétences plus grandes, des capacités renforcées et un meilleur accès aux services financiers, énergétiques et climatiques leur permettant de disposer de moyens d'existence durables et adaptés aux changements climatiques)

1.2 Les communautés rurales ou urbaines et les groupements de petits exploitants agricoles ciblés tirent profit des actifs productifs neufs ou remis en état qui contribuent à renforcer leur résilience face aux chocs climatiques et aux autres facteurs de stress compromettant leur sécurité alimentaire (Catégorie de produit F: Petits exploitants agricoles bénéficiant d'un appui. Produit standard 3.2: Les individus et les communautés ont des compétences plus grandes, des capacités renforcées et un meilleur accès aux services financiers, énergétiques et climatiques leur permettant de disposer de moyens d'existence durables et adaptés aux changements climatiques)

1.2 Les communautés rurales ou urbaines et les groupements de petits exploitants agricoles ciblés tirent profit des actifs productifs neufs ou remis en état qui contribuent à renforcer leur résilience face aux chocs climatiques et aux autres facteurs de stress compromettant leur sécurité alimentaire (Catégorie de produit G: Compétences, capacités et services utilisés pour mettre en place des moyens d'existence adaptés aux changements climatiques. Produit standard 3.2: Les individus et les communautés ont des compétences plus grandes, des capacités renforcées et un meilleur accès aux services financiers, énergétiques et climatiques leur permettant de disposer de moyens d'existence durables et adaptés aux changements climatiques)

1.3 Les ménages ruraux ou urbains et les groupements de petits exploitants agricoles ciblés tirent profit des services liés au climat, des transferts de technologies et du renforcement de leurs capacités, qui leur permettent de diversifier leurs moyens d'existence, d'améliorer leur résilience et de s'adapter aux changements climatiques (Catégorie de produit A: Ressources transférées. Produit standard 3.2: Les individus et les communautés ont des compétences plus grandes, des capacités renforcées et un meilleur accès aux services financiers, énergétiques et climatiques leur permettant de disposer de moyens d'existence durables et adaptés aux changements climatiques)

1.3 Les ménages ruraux ou urbains et les groupements de petits exploitants agricoles ciblés tirent profit des services liés au climat, des transferts de technologies et du renforcement de leurs capacités, qui leur permettent de diversifier leurs moyens d'existence, d'améliorer leur résilience et de s'adapter aux changements climatiques (Catégorie de produit C: Activités de développement des capacités et d'appui technique mises en œuvre. Produit standard 3.2: Les individus et les communautés ont des compétences plus grandes, des capacités renforcées et un meilleur accès aux services financiers, énergétiques et climatiques leur permettant de disposer de moyens d'existence durables et adaptés aux changements climatiques)

1.3 Les ménages ruraux ou urbains et les groupements de petits exploitants agricoles ciblés tirent profit des services liés au climat, des transferts de technologies et du renforcement de leurs capacités, qui leur permettent de diversifier leurs moyens d'existence, d'améliorer leur résilience et de s'adapter aux changements climatiques (Catégorie de produit F: Petits exploitants agricoles bénéficiant d'un appui. Produit standard 3.2: Les individus et les communautés ont des compétences plus grandes, des capacités renforcées et un meilleur accès aux services financiers, énergétiques et climatiques leur permettant de disposer de moyens d'existence durables et adaptés aux changements climatiques)

1.3 Les ménages ruraux ou urbains et les groupements de petits exploitants agricoles ciblés tirent profit des services liés au climat, des transferts de technologies et du renforcement de leurs capacités, qui leur permettent de diversifier leurs moyens d'existence, d'améliorer leur résilience et de s'adapter aux changements climatiques (Catégorie de produit G: Compétences, capacités et services utilisés pour mettre en place des moyens d'existence adaptés aux changements climatiques. Produit standard 3.2: Les individus et les communautés ont des compétences plus grandes, des capacités renforcées et un meilleur accès aux services financiers, énergétiques et climatiques leur permettant de disposer de moyens d'existence durables et adaptés aux changements climatiques)

1.4 La productivité et les revenus des ménages ruraux ou urbains et des groupements de petits exploitants agricoles ciblés ont augmenté grâce à l'amélioration des filières agricoles et de l'accès aux marchés locaux et institutionnels (Catégorie de produit D: Actifs créés. Produit standard 3.3: Les petits exploitants agricoles et les acteurs des chaînes de valeur ont davantage de capacités pour produire et regrouper des excédents commercialisables, réduire les pertes après récolte, accéder aux marchés et tirer parti des liens noués avec les écoles)

1.4 La productivité et les revenus des ménages ruraux ou urbains et des groupements de petits exploitants agricoles ciblés ont augmenté grâce à l'amélioration des filières agricoles et de l'accès aux marchés locaux et institutionnels (Catégorie de produit F: Petits exploitants agricoles bénéficiant d'un appui. Produit standard 3.3: Les petits exploitants agricoles et les acteurs des chaînes de valeur ont davantage de capacités pour produire et regrouper des excédents commercialisables, réduire les pertes après récolte, accéder aux marchés et tirer parti des liens noués avec les écoles)

1.4 La productivité et les revenus des ménages ruraux ou urbains et des groupements de petits exploitants agricoles ciblés ont augmenté grâce à l'amélioration des filières agricoles et de l'accès aux marchés locaux et institutionnels (Catégorie de produit G: Compétences, capacités et services utilisés pour mettre en place des moyens d'existence adaptés aux changements climatiques. Produit standard 3.3: Les petits exploitants agricoles et les acteurs des chaînes de valeur ont davantage de capacités pour produire et regrouper des excédents commercialisables, réduire les pertes après récolte, accéder aux marchés et tirer parti des liens noués avec les écoles)

1.1 Les ménages ruraux ou urbains et les groupements de petits exploitants agricoles ciblés reçoivent une assistance alimentaire qui leur permet de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels immédiats et d'améliorer leurs moyens d'existence (Catégorie de produit A: Ressources transférées. Produit standard 3.1: Les individus et les communautés ont accès à des actifs productifs leur permettant de mieux faire face aux chocs et aux facteurs de perturbation)

ODD 17: Partenariats pour la réalisation des objectifs**Cible 9 de l'ODD 17: Renforcement des capacités**

Effet direct 4 du plan stratégique de pays: D'ici à 2026, les institutions publiques sont renforcées pour accélérer et pérenniser les résultats contribuant à la mise en place de programmes de protection sociale inclusifs et de systèmes alimentaires nationaux et infranationaux améliorés au Tadjikistan

Effet direct stratégique 4: Les programmes et les systèmes nationaux sont renforcés

Domaine d'action privilégié: causes profondes

Hypothèses

Des ressources sont disponibles.

Indicateurs d'effet direct

Indice des capacités de préparation aux situations d'urgence

Nombre de politiques, de stratégies, de programmes et d'autres composantes de systèmes en place à l'échelle nationale contribuant à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD, qui ont été renforcés grâce à l'appui fourni par le PAM en matière de renforcement des capacités

Nombre de politiques, de stratégies, de programmes et d'autres composantes de systèmes en place à l'échelle nationale concernant la santé et la nutrition à l'école, y compris l'alimentation scolaire, qui ont été renforcés ou élaborés grâce à l'appui fourni par le PAM en matière de renforcement des capacités ou de sensibilisation

Nombre de personnes couvertes (bénéficiaires indirects du PAM) par les systèmes ou programmes nationaux de protection sociale auxquels le PAM a apporté un appui technique

Indice d'alimentation scolaire de l'approche systémique pour l'amélioration des résultats dans le domaine de l'éducation (SABER)

Stratégie de transition pour les activités en faveur de la santé et de la nutrition à l'école et les activités d'alimentation scolaire, élaborée avec l'appui du PAM

Activités et produits

8. Renforcer la capacité des institutions du secteur public et du secteur privé à mettre en œuvre des dispositifs de protection sociale dans le cadre de programmes d'alimentation scolaire et d'amélioration de la nutrition nationalisés et d'activités locales d'enrichissement des aliments, qui contribuent à améliorer les régimes alimentaires et à faire reculer la malnutrition aiguë et les autres formes de malnutrition (1.10: Appui sectoriel en faveur de la protection sociale)

8.1 Les institutions publiques et les autorités locales bénéficient d'activités d'assistance technique et de renforcement des capacités pour les programmes d'alimentation scolaire et d'amélioration de la nutrition nationalisés, y compris des applications numériques et des modèles optimaux et durables pour les contextes urbains, périurbains et ruraux (Catégorie de produit A: Ressources transférées. Produit standard 4.1: Les acteurs nationaux ont davantage de capacités et de connaissances pour renforcer les politiques, les stratégies, les processus et les programmes qui contribuent à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD)

8.1 Les institutions publiques et les autorités locales bénéficient d'activités d'assistance technique et de renforcement des capacités pour les programmes d'alimentation scolaire et d'amélioration de la nutrition nationalisés, y compris des applications numériques et des modèles optimaux et durables pour les contextes urbains, périurbains et ruraux (Catégorie de produit C: Activités de développement des capacités et d'appui technique mises en œuvre. Produit standard 4.1: Les acteurs nationaux ont davantage de capacités et de connaissances pour renforcer les politiques, les stratégies, les processus et les programmes qui contribuent à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD)

8.1 Les institutions publiques et les autorités locales bénéficient d'activités d'assistance technique et de renforcement des capacités pour les programmes d'alimentation scolaire et d'amélioration de la nutrition nationalisés, y compris des applications numériques et des modèles optimaux et durables pour les contextes urbains, périurbains et ruraux (Catégorie de produit E: Activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements mises en œuvre. Produit standard 4.1: Les acteurs nationaux ont davantage de capacités et de connaissances pour renforcer les politiques, les stratégies, les processus et les programmes qui contribuent à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD)

8.1 Les institutions publiques et les autorités locales bénéficient d'activités d'assistance technique et de renforcement des capacités pour les programmes d'alimentation scolaire et d'amélioration de la nutrition nationalisés, y compris des applications numériques et des modèles optimaux et durables pour les contextes urbains, périurbains et ruraux (Catégorie de produit N: Alimentation scolaire assurée. Produit standard 4.1: Les acteurs nationaux ont davantage de capacités et de connaissances pour renforcer les politiques, les stratégies, les processus et les programmes qui contribuent à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD)

8.2 Les institutions publiques et le secteur privé bénéficient d'activités de renforcement des capacités et d'assistance technique pour la mise en place d'un programme durable d'enrichissement local, y compris l'amélioration des normes de qualité et de sécurité sanitaire des aliments au Tadjikistan, pour les produits comme la farine de blé et les aliments complémentaires (Catégorie de produit C: Activités de développement des capacités et d'appui technique mises en œuvre. Produit standard 4.1: Les acteurs nationaux ont davantage de capacités et de connaissances pour renforcer les politiques, les stratégies, les processus et les programmes qui contribuent à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD)

9. Fournir des conseils stratégiques et une assistance technique aux institutions publiques, aux acteurs du milieu universitaire et aux parties prenantes du secteur privé qui jouent un rôle dans la promotion et l'exécution des programmes axés sur la sécurité alimentaire et la nutrition, notamment pour ce qui est de la préparation aux situations d'urgence (1.1: Préparation aux situations d'urgence et action immédiate)

9.1 Les ménages et les populations ciblés tirent profit des capacités renforcées des institutions publiques en matière de préparation aux situations d'urgence, d'alerte rapide et de suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition au moyen d'applications numériques (Catégorie de produit C: Activités de développement des capacités et d'appui technique mises en œuvre. Produit standard 4.1: Les acteurs nationaux ont davantage de capacités et de connaissances pour renforcer les politiques, les stratégies, les processus et les programmes qui contribuent à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD)

ODD 2: Faim zéro

CC.1. Protection

Indicateurs transversaux

CC.1.1: Pourcentage de bénéficiaires n'ayant fait état d'aucune inquiétude concernant la sécurité du fait de leur participation aux programmes du PAM

CC.1.2: Pourcentage de bénéficiaires n'ayant fait état d'aucun obstacle les empêchant d'accéder à l'assistance alimentaire et nutritionnelle

CC.1.3: Pourcentage de bénéficiaires indiquant qu'ils étaient traités avec respect du fait de leur participation aux programmes

CC.1.4: Nombre de femmes, d'hommes, de garçons et de filles handicapés accédant à des produits alimentaires/des transferts de type monétaire/des bons-produits/des services axés sur le renforcement des capacités

CC.1.5: Le PAM respecte ou dépasse les normes du cadre de responsabilité de la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap concernant l'accessibilité (examen quadriennal complet)

CC-2. Obligation redditionnelle

Indicateurs transversaux

CC.2.1: Pourcentage de bénéficiaires indiquant qu'ils ont reçu des informations accessibles sur les programmes du PAM, y compris concernant la protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles

CC.2.2: Pourcentage de bureaux de pays et d'unités du PAM respectant ou dépassant les normes énoncées dans la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap concernant la consultation des organisations de personnes handicapées (examen quadriennal complet)

CC.2.3: Pourcentage de bureaux de pays dotés d'un mécanisme communautaire opérationnel de remontée de l'information

CC.2.4: Nombre de bureaux de pays disposant d'un plan d'action relatif à la participation des communautés

CC.2.5: Nombre d'enfants et d'adultes qui ont accès à un moyen sûr de signaler des actes d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis par des membres du personnel d'aide humanitaire, d'aide au développement ou de protection ou par des membres du personnel d'autres organisations qui portent assistance aux populations touchées (OIM, HCDH, PNUD)

CC.2.6: Pourcentage de partenaires coopérants du PAM inscrits sur le Portail des partenaires des Nations Unies, qui ont été évalués dans le cadre de l'évaluation des capacités des partenaires d'exécution des Nations Unies en matière de protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles

CC.3. Égalité femmes-hommes et avancement des femmes

Indicateurs transversaux

CC.3.1: Pourcentage de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilé par modalité de transfert

CC.3.2: Pourcentage de femmes parmi les membres des entités qui prennent des décisions concernant l'assistance alimentaire

CC.3.3: Type de transfert (produits alimentaires, espèces, bons ou aucune rémunération) reçu par les personnes participant aux activités du PAM, ventilé par sexe, par âge et par type d'activité

CC.4. Durabilité environnementale

Indicateurs transversaux

CC.4.1: Proportion d'accords de partenariat sur le terrain, de mémorandums d'accord et de contrats de construction se rapportant à des activités des plans stratégiques de pays, qui ont été analysés sous l'angle des risques environnementaux et sociaux

CC.4.2: Pourcentage de bureaux du PAM appliquant un système de gestion environnementale

CC.5. Intégration de la nutrition

Indicateurs transversaux

CC.5.1: Pourcentage des personnes bénéficiant des opérations et des services du PAM qui parviennent à satisfaire leurs besoins nutritionnels au moyen d'une combinaison efficace d'aliments enrichis, de produits nutritifs spécialisés et d'actions destinées à promouvoir la diversification de l'alimentation

CC.5.2 Pourcentage de personnes auxquelles le PAM vient en aide qui bénéficient d'une composante de programme tenant compte de la nutrition

ANNEXE II

**RATIONS ALIMENTAIRES (grammes/personne/jour) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (dollars/personne/jour),
PAR EFFET DIRECT DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ET PAR ACTIVITÉ**

	Effet direct 1 du PSP	Effet direct 2 du PSP			Effet direct 3 du PSP								Effet direct 4 du PSP	
	Activité 1	Activité 2	Activité 2	Activité 3	Activité 5	Activité 5	Activité 5	Activité 5	Activité 5	Activité 5	Activité 6	Activité 6	Activité 6	Activité 8
Type de bénéficiaires	Assistance alimentaire pour la création d'actifs	Écoliers	Adultes	Enfants âgés de 6 à 59 mois	Intervention en cas de catastrophe naturelle	Intervention en cas de catastrophe naturelle	Réfugiés (uniquement 2023)*	Réfugiés	Communautés d'accueil	Enfants âgés de 6 à 59 mois	Filles et femmes enceintes ou allaitantes	Autres personnes vulnérables sur le plan nutritionnel	Écoliers	
Modalité	Transferts de type monétaire	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	
Céréales		100	100		400		500							
Légumes secs		10	10		50		50							
Huile		7	7		15		15							
Sel														
Sucre														
Super Cereal					200		200				200	200		
Acha Mum				100						100				
Micronutriments en poudre**					1		1						0,4	
Biscuits à haute teneur énergétique ***					100		300							
Total kcal/jour	1,080	460	460	510	2,393	1,080	2,772	1,080	1,080	510	752	752	558	

**RATIONS ALIMENTAIRES (grammes/personne/jour) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (dollars/personne/jour),
PAR EFFET DIRECT DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ET PAR ACTIVITÉ**

	Effet direct 1 du PSP	Effet direct 2 du PSP			Effet direct 3 du PSP								Effet direct 4 du PSP	
	Activité 1	Activité 2	Activité 2	Activité 3	Activité 5	Activité 5	Activité 5	Activité 5	Activité 5	Activité 5	Activité 6	Activité 6	Activité 6	Activité 8
Type de bénéficiaires	Assistance alimentaire pour la création d'actifs	Écoliers	Adultes	Enfants âgés de 6 à 59 mois	Intervention en cas de catastrophe naturelle	Intervention en cas de catastrophe naturelle	Réfugiés (uniquement 2023)*	Réfugiés	Communautés d'accueil	Enfants âgés de 6 à 59 mois	Filles et femmes enceintes ou allaitantes	Autres personnes vulnérables sur le plan nutritionnel	Écoliers	
Modalité	Transferts de type monétaire	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	
% de kcal d'origine protéique		11	11	10	15	15	15	15		10	16	16	14	
Transferts de type monétaire (dollars/personne/jour)	0,60					0,60		0,60	0,60					
Nombre de jours d'alimentation par an	132	165	165	90	30	90	90	90	66	90	90	90	165	

* Pour les réfugiés en 2023, trois mois d'assistance en produits alimentaires suivis de trois mois de transferts de type monétaire. Les années ultérieures, les réfugiés recevront un appui pendant la période de soudure sous forme de transferts de type monétaire, complété par des activités de renforcement des moyens d'existence.

** Les micronutriments en poudre ne sont pas inclus dans le calcul global des kilocalories au titre de l'effet direct 3 du PSP mais uniquement fournis aux enfants de moins de 5 ans.

*** Les biscuits à haute teneur énergétique sont fournis aux personnes touchées par une crise pendant trois jours et aux réfugiés pendant les cinq jours qui suivent immédiatement leur arrivée.

ANNEXE III

TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES/ TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR		
Type de produits alimentaires/ transferts de type monétaire	Total (en tonnes)	Total (en dollars)
Céréales	23 908	12 774 256
Légumes secs	2 399	1 794 261
Huile et matières grasses	1 648	5 109 738
Aliments composés et mélanges	1 027	1 970 248
Autres	9	182 684
Total (produits alimentaires)	28 990	21 831 187
Transferts de type monétaire		19 621 998
Total (valeur des produits alimentaires et des transferts de type monétaire)	28 990	41 453 185

ANNEXE IV

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS (<i>en dollars</i>)					
	Cible 4 de l'ODD 2/ Effet direct stratégique 3 du PAM	Cible 2 de l'ODD 2/ Effet direct stratégique 2 du PAM	Cible 1 de l'ODD 2/ Effet direct stratégique 1 du PAM	Cible 9 de l'ODD 17/ Effet direct stratégique 4 du PAM	Total
	Effet direct 1 du PSP	Effet direct 2 du PSP	Effet direct 3 du PSP	Effet direct 4 du PSP	
Domaine d'action privilégié	Renforcement de la résilience	Causes profondes	Intervention face à une crise	Causes profondes	
Transferts	22 601 847	27 498 682	8 906 651	14 960 243	73 967 422
Mise en œuvre	1 289 331	2 643 377	511 706	1 761 073	6 205 488
Coûts d'appui directs ajustés	1 844 333	2 313 423	711 975	1 262 269	6 132 000
Total partiel	25 735 510	32 455 482	10 130 332	17 983 585	86 304 910
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	1 672 808	2 109 606	644 468	1 168 933	5 595 815
Total	27 408 319	34 565 088	10 774 800	19 152 518	91 900 725

Liste des sigles utilisés dans le présent document

COVID-19	maladie à coronavirus 2019
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
ODD	objectif de développement durable
ONG	organisation non gouvernementale
ONU-Femmes	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
PSP	plan stratégique de pays
REACT	équipe d'évaluation rapide et de coordination en cas de situation d'urgence
SABER	approche systémique pour l'amélioration des résultats dans le domaine de l'éducation
SUN	Renforcer la nutrition
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance